

LES EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES : UN ENJEU CONSIDÉRABLE POUR L'AVENIR DE LA FRANCE



Étude économique

Janvier 2024

A S T E R **è** S
études, recherche & conseil économique

L'économie n'est pas un jeu à sommes nulles. Au contraire, l'activité économique consiste à créer de la valeur. Et c'est bien de cela dont il est question dans cette étude sur l'effet des exportations dans la filière agricole et agroalimentaire. Exporter plus, ce n'est pas priver le consommateur français, c'est produire plus, gagner en compétitivité, réduire les prix, augmenter la qualité, et ainsi proposer le meilleur rapport qualité - prix à la fois aux consommateurs de l'hexagone, aux Italiens, Chinois ou Américains. L'export d'une branche d'activité lui permet de s'enrichir, pour mieux adresser le marché domestique et gagner en souveraineté.

Penser qu'exporter moins serait la solution pour que le consommateur français ait accès à des produits de qualité ou bon marché est une vaste erreur. Une erreur qui ne comprend pas que derrière un export dynamique et un marché domestique bien desservi, il y a la même cause : une filière agricole et agroalimentaire forte parce que compétitive, et dont les produits se vendent donc à la fois ici et là-bas.

Quand on comprend cela, on ne peut que regretter que les exportations baissent en volume, que certains secteurs voient leur production chuter, que la France perde des parts de marché. Pour l'heure, les exportations continuent certes d'augmenter en valeur, et notre balance commerciale reste positive. Mais attention à une analyse superficielle de ces chiffres. Nos succès statistiques ne reposent que sur une petite poignée de secteurs encore dynamiques et compétitifs, à commencer par les vins et spiritueux, les céréales, puis le lait. N'y-a-t-il pas une forme de légèreté à faire reposer notre balance commerciale agricole et agroalimentaire sur quelques produits quand nous étions il y a encore vingt ans compétitifs sur foule de segments ? Attention à ne pas finir comme ces pays trop dépendants d'un ou deux marchés, qui regardent s'effondrer un cours mondial en simples spectateurs.

Alors oui, il est temps de renouer avec un esprit de conquête et d'innovation. Il est temps de vivifier ces filières en peine, de retrouver le chemin de la compétitivité, de s'attaquer aux marchés qui n'attendent que nos produits. Et c'est en retrouvant la croissance que les entreprises pourront investir pour relever le défi climatique, assurer une alimentation de qualité accessible à tous, se préoccuper de la santé des consommateurs et du goût des produits. La croissance de l'activité et des exports n'est pas une menace pour l'avenir de la France, des consommateurs ou de la planète, elle est au contraire la solution pour innover et répondre aux enjeux agricoles et agroalimentaires du XXIème siècle.

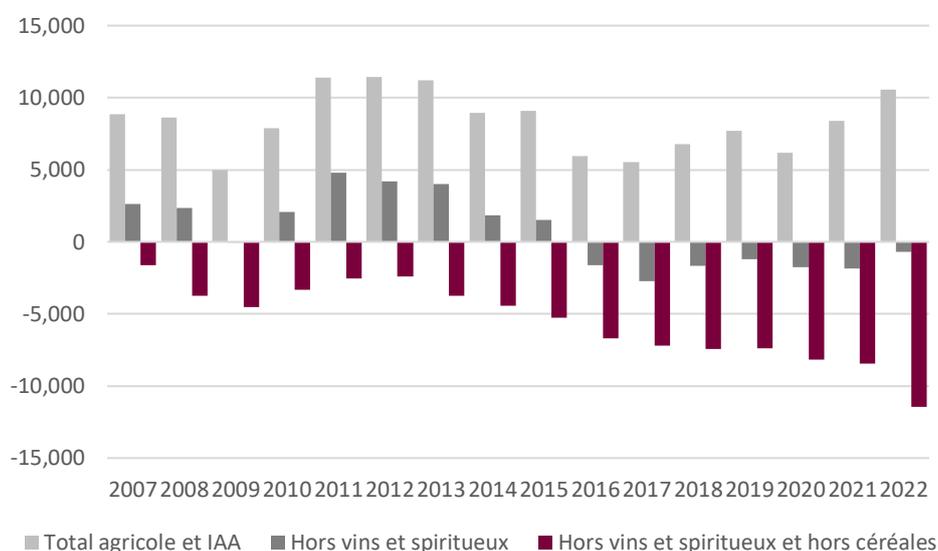
RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les exportations agricoles et agroalimentaires constituent un enjeu macroéconomique pour la France. Dans cette étude, Asterès présente la situation des exportations françaises agricoles et agroalimentaires, avec une évolution plutôt inquiétante lorsque les chiffres sont analysés en détail (**Partie 1**), puis évalue de façon économétrique l'impact de la variation des exports sur les bénéfices, les capitaux propres, la dette et la masse salariale des entreprises concernées (**Partie 2**), avant d'estimer les impacts de deux scénarios, pessimiste et optimiste, d'une variation des exportations, qui incarnent l'étendue des enjeux dans la filière agricole et agroalimentaire française (**Partie 3**). L'enclenchement de cercles vertueux ou vicieux, avec une variation de l'export qui impacte l'investissement, nerf de la compétitivité, et une variation de l'activité qui influence les économies d'échelle, et donc les prix, aboutit *in fine* à des effets qui se chiffrent en dizaines de milliers d'emplois et en milliards d'euros de valeur ajoutée ou de recettes publiques. Surtout, l'impact sur la compétitivité influence en retour les capacités des entreprises françaises à reconquérir (ou non) à la fois des parts de marchés domestique et étranger, et donc à fournir (ou non) aux consommateurs français comme internationaux des produits de qualité à un prix accessible.

CONTEXTE : UNE ÉVOLUTION INQUIÉTANTE DES EXPORTATIONS ET DE LA BALANCE COMMERCIALE FRANÇAISE

Les parts de marché françaises à l'export sont en baisse, passant de 5,7% en 2010 à 4,5% en 2022. Les productions agricoles et agroalimentaires françaises stagnent en volume, et les exportations ne parviennent pas à suivre la croissance du commerce mondial. Hors vins et spiritueux, les exportations n'augmentent plus en valeur (+0,5% par an entre 2012 et 2019 quand l'inflation sur les produits alimentaires est de +1,1% par an) et sur l'ensemble de la filière, elles baissent en volume. Concernant la balance commerciale, deux secteurs, les vins et spiritueux et les céréales, cachent un effondrement rapide. Si les données globales laissent penser que la situation est bonne, une analyse plus fine révèle ainsi que nombre de filières perdent en compétitivité. Dans ce cadre, deux questions macroéconomiques majeures se posent pour la France. Premièrement, la possibilité d'augmenter infiniment la valeur des produits en réduisant les volumes. Deuxièmement, le risque à faire reposer la balance commerciale agricole et agroalimentaire sur deux segments.

Balance commerciale française sur les produits agricoles et agroalimentaires (M€)



MODÈLE ÉCONOMÉTRIQUE : LES EXPORTS IMPACTENT LES BÉNÉFICES, LES CAPITAUX PROPRES ET LA MASSE SALARIALE LORSQU'ILS SONT ASSOCIÉS À UNE VARIATION DE L'ACTIVITÉ

L'analyse économétrique conduite par Asterès démontre que lorsque la variation des exports repose sur une variation de la production, elle impacte les bénéfices, les capitaux propres, la dette et la masse salariale. En revanche, une variation des exports à chiffre d'affaires constant n'a pas d'impact économique notable sur l'entreprise. Les exportations doivent donc être conçues comme un levier de création de valeur *via* les débouchés qu'elles offrent pour limiter la baisse de l'activité agricole et agroalimentaire, la maintenir ou l'augmenter, selon la conjoncture du marché domestique et les équilibres structurels des filières. Le présent travail économétrique repose sur une base de données recensant 12 146 entreprises et coopératives, à la fois agricoles et agroalimentaires, qui concentrent 53% de l'activité et 60% des exportations de la filière. Asterès a conduit une analyse des statistiques descriptives puis a développé trois modèles économétriques (diff-in-diff, régression simple et données de panel) afin de pouvoir conclure à une causalité allant de la variation de l'activité à l'export vers les autres variables économiques. Les résultats présentés ici sont statistiquement significatifs. Dans le détail, une baisse ou une hausse de 10% d'activité entièrement vendue à l'export implique une baisse ou une hausse de 11,5% du bénéfice, de 6,6% des capitaux propres et de la dette, et de 4,9% de la masse salariale. Asterès n'a pas souhaité distinguer les résultats par filière, par type de structure ou par place dans la chaîne de valeur car le volume de données devenait alors insuffisant.

Elasticités

Elasticité à une variation de l'activité (+/-10% d'activité entièrement vendue à l'export)	
Bénéfice	11,5
Dette et capitaux propres	6,6
Masse salariale	4,9

Source : Asterès

INTERPRÉTATION : LA PRODUCTION EXPORTÉE A DES EFFETS EN CHAÎNE SUR LE CONSOMMATEUR FRANÇAIS ET L'ÉCONOMIE NATIONALE

Une variation de l'activité exportée a des effets en chaîne considérables, impactant *in fine* la compétitivité de la filière et donc le consommateur français et les enjeux sur la filière agricole et agroalimentaire sont tels qu'ils portent une dimension macroéconomique pour le pays. Les résultats présentés ici sont *a minima* puisqu'ils ne concernent que les entreprises de l'échantillon (soit 60% des exports) et Asterès a préféré ne pas extrapoler au reste de la filière. Asterès propose deux scénarios, pessimiste et optimiste. Le premier postule que les produits français atteignent un plafond de verre en termes de valorisation et que la baisse des exportations en volume se mue en baisse en valeur. Sur une période de douze ans, la perte nette pour l'économie française serait de plus de 33 000 emplois, 11Mds€

d'activité, 4Mds€ de valeur ajoutée et 1,6Md€ de recettes publiques par an. L'investissement dans la filière baisserait de 2,1 à 3,5Mds€ sur douze ans, d'où un effet néfaste sur la compétitivité des entreprises. *In fine*, un cycle vicieux pourrait s'enclencher, conduisant à de nouvelles pertes de parts de marché à l'export et à un creusement de la balance commerciale. Le second scénario postule une hausse de la production pour récupérer les parts de marché perdues à l'export depuis 2010, ce qui impliquerait une augmentation des investissements de 4,6 à 7,7Mds€ sur une même période de douze ans, stimulant la compétitivité, et des effets d'entraînement totaux de plus de 75 000 emplois, 24Mds€ d'activité, 9Mds€ de valeur ajoutée et presque 3,5Mds€ de recettes publiques par an. En produisant et exportant plus, les entreprises seraient en capacité de fournir aussi à meilleur prix le consommateur français, ce qui renforcerait leurs positions sur le marché intérieur, créant un double-dividende sur la balance commerciale (hausse des exportations et baisse des importations). Ce mécanisme vertueux peut s'enclencher seulement si la production peut augmenter et si les entreprises disposent de la compétitivité suffisante pour regagner les parts de marché perdue. A la hausse comme à la baisse, la production et les exportations de la filière ont ainsi un impact macroéconomique, et plus la compétitivité des différents segments sera renforcée, plus le pays assurera la solidité de sa balance commerciale et une capacité à fournir à prix abordable des produits de qualité, en France comme à l'étranger.

PRÉAMBULE



Le cabinet Asterès a été mandaté par le CNPA pour conduire une étude sur l'impact économique des exportations agricoles et agroalimentaires.

Les économistes d'Asterès ont bénéficié d'une totale indépendance dans la conduite de cette étude. Les propos tenus ici n'engagent que le cabinet Asterès.

SOMMAIRE

CONTEXTE : UNE ÉVOLUTION INQUIÉTANTE DES EXPORTATIONS ET DE LA BALANCE COMMERCIALE FRANÇAISE

- 1.1 Production agricole & agroalimentaire : la fin de la croissance 9
- 1.2 Exportations : baisse en volume, destinées variables en valeur et perte de parts de marché 11
- 1.3 Balance commerciale : quand les boissons et les céréales cachent un effondrement complet14
- 1.4 Problématique : quel impact économique en chaîne d'une baisse ou d'une hausse des exportations ? 15

MODÈLE ÉCONOMÉTRIQUE : LES EXPORTS IMPACTENT LES BÉNÉFICES, LES CAPITAUX PROPRES ET LA MASSE SALARIALE LORSQU'ILS SONT ASSOCIÉS À UNE VARIATION DE L'ACTIVITÉ

- 2.1 Méthode : construire une base de données puis l'analyser avec des méthodes économétriques robustes 17
- 2.2 Statistiques descriptives : l'export semble aller de pair avec la croissance globale de l'activité..... 20
- 2.3 Régression « Diff-in-diff » : l'exportation a un effet statistiquement significatif sur l'activité, le bénéfice et les capitaux propres 24
- 2.4 Régression simple : les exportations qui reposent sur une hausse de l'activité ont un effet économique positif..... 26
- 2.5 Données de panel : la causalité des exportations vers les autres variables économiques est confirmée statistiquement 29
- 2.6 Conclusion : les exports créent des débouchés pour augmenter ou maintenir l'activité 31

INTERPRÉTATION : LA PRODUCTION EXPORTÉE A DES EFFETS EN CHAÎNE SUR LE CONSOMMATEUR FRANÇAIS ET L'ÉCONOMIE NATIONALE

- 3.1 Méthode : estimer les effets en chaîne de scénarios optimistes et pessimistes..... 34
- 3.2 Scénario optimiste : une hausse de l'investissement et de l'activité qui renforce la compétitivité et bénéficie au consommateur français 39
- 3.3 Résultats du scénario pessimiste : un cercle vicieux qui impacte bien au-delà des entreprises de la filière..... 37
- 3.4 Conclusion : les exportations de la filière constituent un enjeu macroéconomique pour la France.....41

- Annexes..... 42

1. CONTEXTE : UNE ÉVOLUTION INQUIÉTANTE DES EXPORTATIONS ET DE LA BALANCE COMMERCIALE FRANÇAISE

Depuis 2000, les parts de marché françaises à l'export sont en baisse. Les productions agricoles et agroalimentaires n'augmentent plus, les exportations baissent en volume et connaissent des destinées variables en valeur. Dans l'ensemble, deux secteurs, les vins et spiritueux et les céréales, cachent un effondrement rapide de la balance commerciale. Si les données globales laissent penser que la situation est bonne, une analyse plus fine révèle ainsi que nombre de filières perdent en compétitivité. Dans ce cadre, la capacité infinie à augmenter la valeur des produits et à réduire les volumes pose une question macroéconomique majeure pour la France.

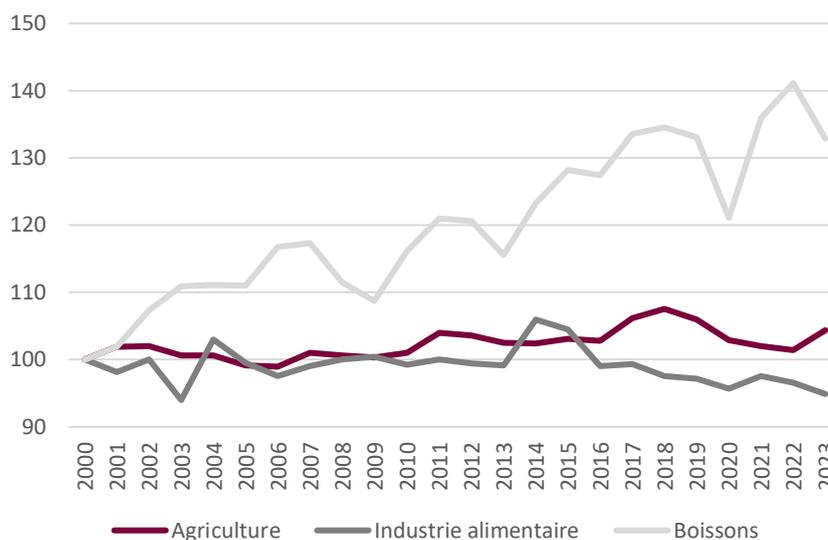
1.1 PRODUCTION AGRICOLE & AGROALIMENTAIRE : LA FIN DE LA CROISSANCE

Après une augmentation régulière depuis 1960, les productions agricole et agroalimentaire stagnent depuis 20 ans. En volume, les deux secteurs sont désormais en stagnation ou orientés à la baisse, après une longue période de dynamisme.

- **La production agricole stagne depuis 1997 après avoir augmenté de 1,6% par an entre 1960 et 1997.** La stagnation sur les dernières décennies est tout de même ponctuée par des variations conjoncturelles et les données sont ici présentées en volume. La **Figure 1** représente l'évolution de la production depuis 2000.
- **La production de l'industrie agroalimentaire stagne depuis 2009 et 2019, avec des différences sectorielles assez marquées.** Les boissons sont nettement en croissance, comme présenté à la Figure 1, pendant que les autres segments sont en baisse. En juin 2020, l'Agreste exposait dans une note de conjoncture : « En 2019, la production de produits alimentaires s'établit à son niveau le plus bas depuis 2009. La baisse est quasiment générale ; seules les fabrications de produits laitiers, d'aliments pour animaux, ou de la boulangerie-pâtisserie et, surtout, d'*autres produits alimentaires* font exception. »¹.

¹ <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/public/SynIaa20358/consyn358202006IAA.pdf>

Figure 1 - Évolution de la production agricole et agroalimentaire en France (indice de volume 100 en 2010), entre 2000 et 2023



Source : Vincent Chatellier, INRA, SMART-LERECO, d'après INSEE, pour 2000
- 2016 et Asterès pour 2016 - 2023

Aux origines de la stagnation : une réduction des facteurs de production

La stagnation des productions agricole et agroalimentaire s'explique notamment par une baisse des facteurs de production : surfaces, cheptel et main d'œuvre décroissent. Puisque que la production finale stagne, des gains de productivité ont donc lieu. Mais ces derniers ne sont pas suffisants pour permettre une croissance de la production en volume. Les données présentées ici sont issues de FranceAgriMer.

- Les surfaces exploitées ont diminué en moyenne dans toutes les cultures, même s'il existe une importante variabilité en fonction des filières. La baisse de surface est de 3% entre 2010 et 2021 pour les cultures, soit près de 700 000 hectares, que ce soit dans les céréales traditionnels (-42 % pour le blé dur, -33% pour le colza, -7% pour le maïs et +1,5% pour le blé tendre), dans les fruits et légumes (-34% pour les poires, +45% pour les carottes, -5% pour les bananes, +1% pour les tomates, -5% pour les melons), ou dans les autres filières (-10% pour la canne à sucre, -50% pour le riz).
- Les cheptels diminuent également, aussi bien dans le secteur ovin que porcin. Il baisse de -8% pour le cheptel porcin entre 2010 et 2021 et de -9% pour le cheptel bovin entre 2011 et 2021.
- La main d'œuvre agricole a décliné de -12% entre 2010 et 2020, en équivalent temps plein.

1.2 EXPORTATIONS : BAISSÉ EN VOLUME, DESTINÉES VARIABLES EN VALEUR ET PERTE DE PARTS DE MARCHÉ

A l'international, la filière agricole et agroalimentaire française n'a pas su profiter pleinement de la croissance du marché mondial. Les exportations françaises ne sont pas parvenues à suivre la hausse de la consommation mondiale et les parts de marché de la France dans le monde sont donc en baisse.

- **Les exportations françaises baissent en volume et ont des destinées variables en valeur.** Entre 2012 et 2019, les exportations agricoles et agroalimentaires hors vins et spiritueux ont augmenté de +0,5% par an en valeur pendant que l'inflation sur les produits alimentaires était de +1,1% et les prix de production aliments et boissons augmentaient de +0,7%. Une fois déflatés, les exportations hors vins et spiritueux sont donc en baisse entre 2012 et 2019 d'environ -0,3% par an¹. En se concentrant uniquement sur les volumes, c'est-à-dire les quantités, la baisse est marquée et concerne une grande majorité de filières, avec une moyenne de -1,1% par an sur dix ans². A court-terme, les exportations ont fortement augmenté en valeur en 2022, portées par l'explosion du prix des céréales avec la guerre en Ukraine³, et devraient être en baisse de -6% en 2023, sous l'influence notamment des céréales et du vin⁴.
- **Le commerce alimentaire mondial s'est fortement accru ces dernières années et le secteur agroalimentaire français a donc connu une perte de ses parts de marché.** Le commerce alimentaire mondial a été multiplié par 8 depuis 1980, et par 2 depuis 2004. La Figure 3 présente ainsi la hausse permanente depuis 1980 d'après les données FMI. Les parts de marché françaises sont passées de 5,7% en 2010, à 4,5% en 2022. En termes de classement, la France recule progressivement dans la liste des principaux exportateurs mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires pour se situer en 2022 à la 6^{ème} place.

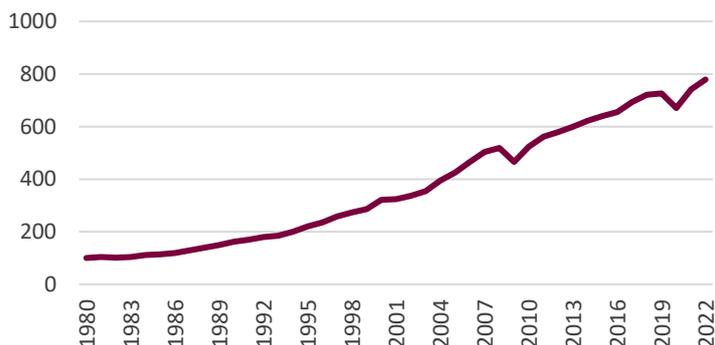
¹ Asterès a ici déflaté à l'IPC des produits alimentaires. Le choix du déflateur peut être sujet à débat, il peut par exemple l'être au prix de production, ou encore à l'IPC moyen (comme c'est le cas dans la Figure 4).

² En faisant la moyenne des évolutions annuelles de chaque secteur, puisque les quantités ne sont pas sommables. A titre d'exemple, sur dix ans, les exportations de poissons, crustacés et autres baissent de -3,1% par an, celles de viandes de -1,3% par an, de sucres et sucreries de -0,8% par an, pendant que les céréales augmentent de +1,4% par an. Les données sont issues des bases de l'Agreste.

³ <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/SynCex23402/consyn402202304Cext.pdf>

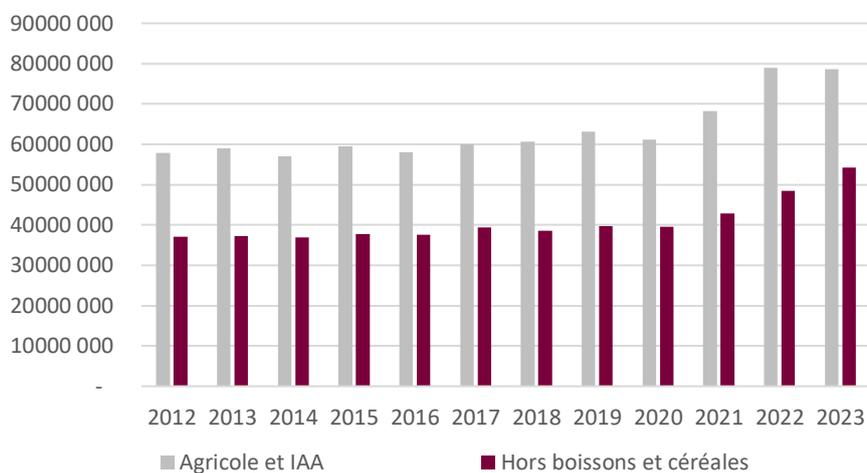
⁴ https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/IraCex2403/2024_03inforapcommerceext.pdf

Figure 1 - Évolution du commerce alimentaire et agroalimentaire mondial depuis 1980 (indice 100 en 1980)



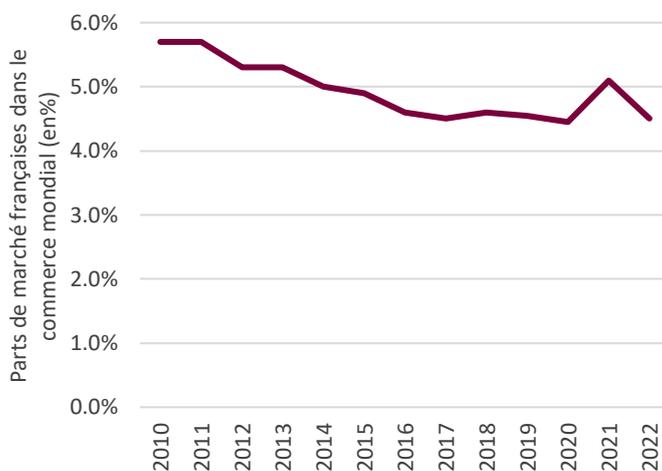
Source: FMI, World Economic Outlook (données d'avril 2023)

Figure 4 - Montant des exportations agricoles et agroalimentaires en France entre 2012 et 2023, en valeur, déflatée à l'IPC



Source : FranceAgriMer, chiffres issus des Douanes

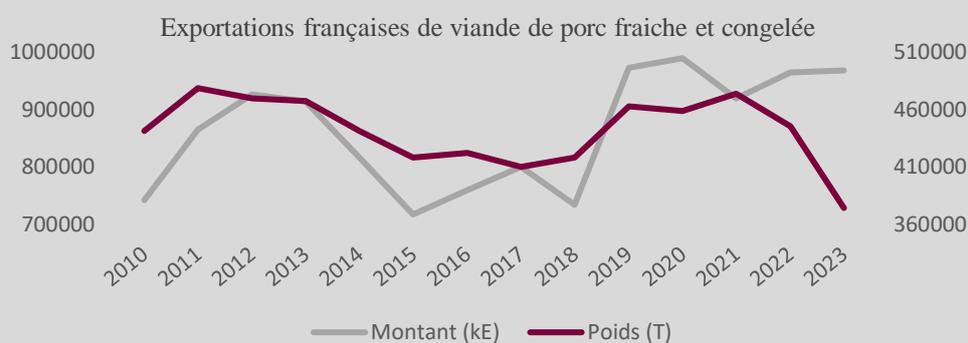
Figure 5 - Parts des exportations françaises dans les échanges agricoles et agroalimentaires mondiaux



Source : Agreste

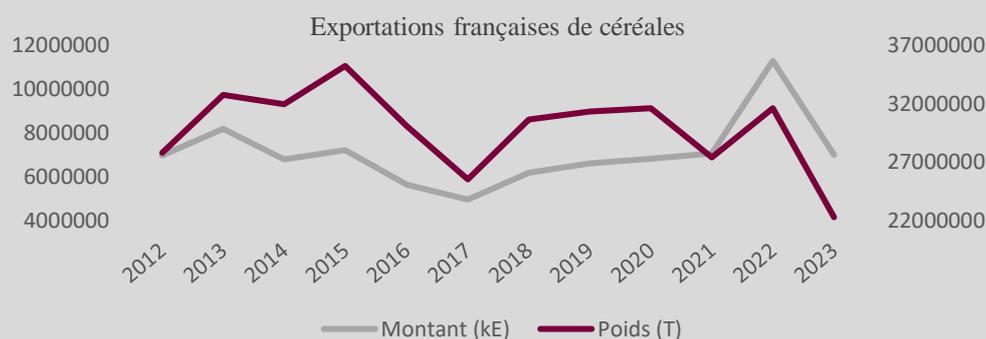
Le porc et les céréales : exemples de deux filières bien différentes

La filière porcine est régulièrement prise en exemple de l'intérêt de l'exportation puisque les marchés étrangers permettent de valoriser des morceaux dont ne veulent pas les consommateurs français (par exemple les pieds, les oreilles ou les queues, entre autres). Ainsi, la présence à l'export permet d'augmenter la rentabilité des entreprises de l'aval et ainsi de gagner en compétitivité, que ce soit à l'étranger ou sur le marché national. La possibilité de commercialiser des pièces non consommées en Europe en Asie (soit environ 10% du volume total de la bête) permet une valorisation supplémentaire de 10€ par porc commercialisé. Cette valorisation supplémentaire profite au consommateur français car elle participe à la valorisation globale de chaque porc produit en France. Cela a aussi de l'intérêt dans le cadre d'un marché subit une certaine volatilité des prix : en 2023, les exportations de viande de porc fraîche et congelée (soit environ la moitié des exportations de viande porcine) en volume ont chuté de 17% à fin novembre, pendant que les exportations en valeur augmentaient 15%. La dichotomie entre volume et valeur semble dater de 2021, date avant laquelle les deux courbes étaient plus liées. 2023 a ainsi marqué le point le plus bas en volume, avec 374 mille tonnes équivalent carcasses, et presque le point le plus haut en valeur avec 968M€, depuis 2010.



Source FranceAgriMer

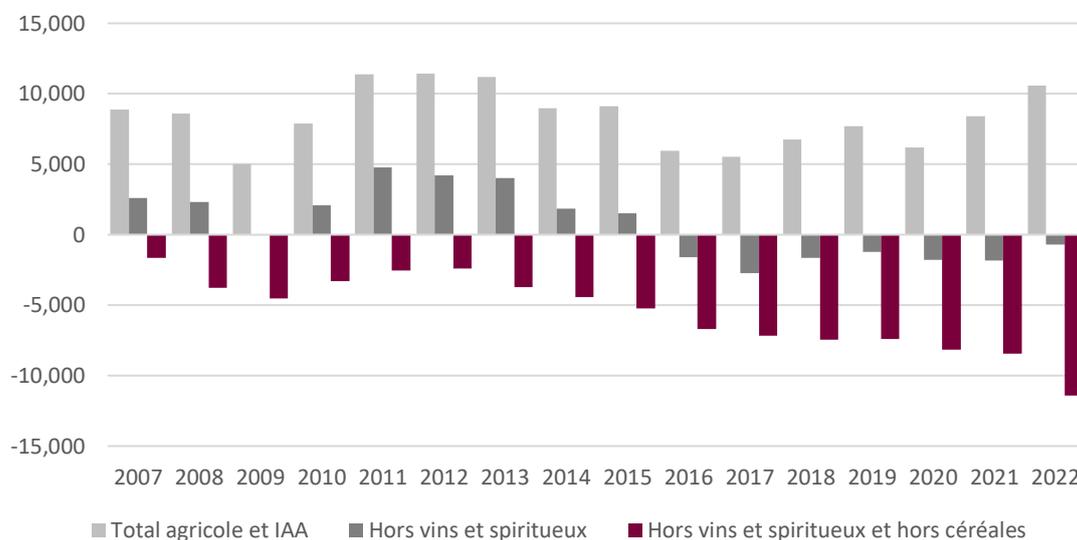
La filière céréales constitue le deuxième fer de lance agricole et agroalimentaire pour la France, après les vins et spiritueux et devant le lait et les produits laitiers. Il s'agit de l'un des rares segments dont les capacités à l'export ne baissent pas en volume. Les quantités et montants exportés varient fortement selon les conditions météorologiques et les conditions de marché, avec une année 2022 exceptionnelle en valeur (11,3Mds€ d'exports) et une année 2023 moins bonne en volume, qui devrait être équivalente à 2020 et 2012 (6,9Mds€ d'exports). La filière a pour l'instant su conserver ses surfaces et ses rendements mais pointe l'effet de la hausse des coûts sur la rentabilité, et l'amélioration de la compétitivité de certains pays-concurrents. Le rapport du Sénat *Compétitivité de la ferme France* pointe en pour sa part la perte de compétitivité sur la transformation, notamment sur la farine de blé tendre qui « ne s'exporte plus » et dont le solde commercial est désormais déficitaire. Les céréales font partie, comme les pommes de terre, des filières où les conditions naturelles en France créent un environnement exceptionnel et le marché domestique ne pourra jamais absorber les quantités produites sans export. Dans les pommes de terre, 43% de la production est ainsi exportée, et la France est le premier exportateur au monde, par essence, l'équilibre de filière est ainsi associé à l'export et à un excédent commercial. Les ouvertures d'usines en cours devrait aussi permettre d'améliorer la balance concernant les produits transformés.



1.3 BALANCE COMMERCIALE : QUAND LES VINS, SPIRITUEUX ET LES CÉRÉALES CACHENT UN EFFONDREMENT COMPLET

La balance commerciale française constitue un trompe l'œil presque parfait, où les vins et spiritueux et les céréales cachent entièrement l'effondrement sur le reste des secteurs agricoles et agroalimentaires. Sur le total des produits agricoles et agroalimentaires, la balance commerciale française est en excédent depuis 2007 et atteint 10,5Mds€ en 2022 porté par le prix des céréales. En 2023, il devrait baisser de moitié, à 5,9Mds€ d'après l'Agreste à fin novembre¹, tiré par une baisse des exportations de deux secteurs phares, les céréales et les vins et spiritueux. Pour comprendre les dynamiques de l'export et de la balance commerciale agricole et agroalimentaire française, il convient d'avoir à l'esprit la dépendance grandissante à ces deux secteurs. Ainsi, depuis 2016, la balance commerciale agricole et agroalimentaire est devenue déficitaire hors vins et spiritueux. En retirant aussi les céréales, la balance se creuse à une allure considérable avec un déficit qui a augmenté en moyenne de +14% par an entre 2007 et 2022. La dépendance à deux secteurs crée un risque macroéconomique majeur en cas de difficultés pour les vins et spiritueux et/ou les céréales. Ainsi, la baisse des exportations de vins et champagnes en valeur pour la première fois, à -3,6% à fin novembre, constitue un signal d'alerte. D'après le rapport du Sénat, l'effondrement de la balance commerciale française hors vins, spiritueux et céréales s'explique par une perte de compétitivité dans de nombreuses filières².

Figure 6 – Balance commerciale française sur les produits agricoles et agroalimentaires



Source : Agreste

¹ https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/public/IraCex2403/2024_03inforapcommerceext.pdf

² <https://www.senat.fr/notice-rapport/2021/r21-905-notice.html>

1.4 PROBLÉMATIQUE : QUEL IMPACT ÉCONOMIQUE EN CHAÎNE D'UNE BAISSÉ OU D'UNE HAUSSE DES EXPORTATIONS ?

Concernant les exportations françaises de produits agricoles et agroalimentaires, il semble que les données globales cachent une situation inquiétante. A première vue, la balance commerciale est positive et les exportations n'ont jamais été aussi élevées qu'en 2022. Seulement, l'équilibre de la balance commerciale n'est dû qu'aux vins, spiritueux et céréales, et l'année 2022 fut exceptionnelle avec la guerre en Ukraine. Ainsi, des données plus détaillées montrent que les exportations baissent structurellement en volume ; qu'avant la conjoncture spécifique depuis 2020, ces exportations baissaient aussi en valeur déflatée hors vins et spiritueux ; et enfin, surtout, que la balance commerciale s'est littéralement effondrée une fois retirée les vins, spiritueux et céréales. Eu égard aux premiers signaux négatifs sur le vin, les perspectives agricoles et agroalimentaires à l'export semblent assez inquiétantes.

La capacité infinie à valoriser les produits et donc à faire payer le consommateur plus cher, en France ou à l'étranger, pose question. Dans de nombreuses filières, les exportations ont rapidement baissé en volume, par exemple les tonnes de pommes exportées ont été divisées par deux en dix ans, tentant de compenser par une valorisation supérieure. La viabilité d'une telle stratégie dépend de la capacité des consommateurs à payer plus cher leurs produits alimentaires, qu'ils soient de meilleure qualité ou mieux valorisés. Cette limite a probablement été atteinte sur plusieurs secteurs, expliquant l'effondrement de la balance commerciale hors vins, spiritueux et céréales. Les entretiens qu'Asterès a conduit avec les représentants des filières membres du CNPA ont ainsi révélé l'inquiétude des acteurs quant à la compétitivité des produits français, à l'export comme sur le marché intérieur.

Dans ce contexte, la présente étude vise à évaluer les effets économiques des exportations de la filière. L'objectif consiste ainsi à se demander comment une baisse ou une hausse des exportations, à chiffre d'affaires global constant ou non, impacterait les entreprises de la filière et leurs fournisseurs mais aussi les salariés, le consommateur et la société dans son ensemble. Pour ce faire, Asterès quantifie d'abord les effets des exportations sur les entreprises concernées (**partie 2**) en construisant plusieurs modèles économétriques à partir d'une vaste base de données économiques et financières. Puis, les résultats statistiques significatifs sont conservés afin de traduire une baisse ou une hausse des exports en effet sur la masse salariale, l'investissement, ou encore les prix (**partie 3**). *In fine*, il devient alors possible d'appréhender comment une variation des exportations qui reposerait sur une évolution de la production, en tenant stable le *mix* produits, a des effets en chaîne jusqu'au consommateur français.

2. MODÈLE ÉCONOMÉTRIQUE : LES EXPORTS IMPACTENT LES BÉNÉFICES, LES CAPITAUX PROPRES ET LA MASSE SALARIALE LORSQU'ILS SONT ASSOCIÉS À UNE VARIATION DE L'ACTIVITÉ

L'analyse économétrique conduite par Asterès démontre que lorsque la baisse (ou la hausse) des exports repose sur une baisse (ou une hausse) de la production, en volume ou en valeur, elle implique une baisse (ou une hausse) des bénéfices, des capitaux propres, de la dette et de la masse salariale. En revanche, une variation des exports à chiffre d'affaires constant n'a pas d'impact économique notable sur l'entreprise. Les exportations doivent donc être conçues comme un levier de maintien ou de création de valeur *via* les débouchés qu'elles offrent à l'agriculture et à l'industrie agroalimentaire française, en particulier pour les secteurs où la consommation baisse sur le marché intérieur. Le présent travail économétrique repose sur une base de données recensant 12 146 entreprises et coopératives agricoles et agroalimentaires qui concentrent 53% de l'activité et 60% des exportations de la filière. Asterès a conduit une analyse des statistiques descriptives puis a développé trois modèles économétriques (diff-in-diff, régression simple et données de panel) afin de pouvoir conclure à une causalité allant des exportations vers les autres variables économiques. Les résultats présentés ici sont statistiquement significatifs.

2.1 MÉTHODE : CONSTRUIRE UNE BASE DE DONNÉES PUIS L'ANALYSER AVEC DES MÉTHODES ÉCONOMÉTRIQUES ROBUSTES

2.1.1 PHILOSOPHIE : DÉVELOPPER DES MODÈLES ÉCONOMÉTRIQUES POUR IDENTIFIER LES CAUSALITÉS ALLANT DES EXPORTATIONS VERS LES AUTRES VARIABLES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Asterès construit une vaste base de données afin d'estimer à partir de méthodes économétriques l'impact des exportations sur certaines variables économiques et financières des entreprises et coopératives concernées (bénéfice, chiffre d'affaires, investissement, masse salariale). Cette **partie 2** évalue ainsi l'effet de l'export sur le producteur agricole ou agroalimentaire quand la **partie 3** s'intéressera aux impacts en chaîne pour les autres acteurs. Une fois les bases construites, Asterès va conduire quatre étapes d'analyse quantitative. A noter que par facilité de langage, la présente étude utilise le terme « entreprises » pour parler des entreprises et des coopératives, très présentes dans la filière. En effet, la base utilisée, Diane Van Dijk, contient les comptes des deux types d'acteurs.

- **Premièrement, les statistiques économiques et financières des entreprises et leurs corrélations avec les exportations sont analysées *via* des statistiques descriptives.** Les statistiques descriptives montrent des corrélations qui ne prouvent pas une causalité entre les exportations et les autres grandeurs, mais aident à proposer des hypothèses pour la suite.
- **Deuxièmement, une régression dite en « diff-in-diff » compare deux groupes, l'un qui se met à exporter et l'autre qui n'exporte pas.** La temporalité choisie est 2013 – 2019 afin

d'éviter les soubresauts sanitaires et géopolitiques des années suivantes. Lorsque certaines variables ont évolué différemment, on considère, si les résultats sont statistiquement significatifs, qu'elles sont potentiellement causées par l'export. Ce modèle économétrique constitue un premier pas vers la causalité des exports vers les autres variables.

- **Troisièmement, des régressions simples sont effectuées pour comparer des entreprises ayant un même chiffre d'affaires total ou un même chiffre d'affaires en France, pour une année donnée.** Les résultats statistiquement significatifs constituent un deuxième pas vers une causalité allant des exports vers les autres variables.
- **Quatrièmement, le dernier travail économétrique est réalisé sur des données de panel pour comparer les entreprises entre elles et la même entreprise à plusieurs dates.** Les années retenues sont 2013, 2016, 2019 et 2022 et les résultats statistiquement significatifs permettent de conclure à une causalité allant des exportations vers les autres variables.

2.1.2 BASE DE DONNÉES : 12 146 ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES QUI CONCENTRENT 60% DES EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES

A partir des comptes déposés aux tribunaux de commerce, Asterès a construit une base de données économiques et financières intertemporelle. Les années sélectionnées vont de 2013 à 2019, le travail cherchant à exclure les effets de la crise sanitaire puis de la guerre en Ukraine. Les variables sélectionnées sont le chiffre d'affaires, les exportations, la dette, la masse salariale et les capitaux propres. Ces variables permettent de calculer des taux de croissance, des taux de marge, des taux d'endettement et une part de l'activité à l'export. Les secteurs concernés sont à la fois la culture, la production animale, la pêche et l'aquaculture, l'industrie alimentaire et la fabrication de boissons. Le Tableau 1 recense tous les codes NAF utilisés pour composer cette base. Les organisations concernées sont à la fois les entreprises et les coopératives, même si l'étude utilise le terme « entreprise » uniquement.

La base de données couvre un volume d'exportations et de chiffre d'affaires significatifs. La base est composée de 12 146 entreprises, soit 3% des entreprises françaises de la filière, qui concentrent 53% du chiffre d'affaires total du secteur agricole et agroalimentaire français et 60% des exportations. Les données sont présentées dans le Tableau 2. Si la base de constitue pas un échantillon représentatif au sens de la méthode des quotas, puisqu'il manque de nombreuses TPE, son poids est tel sur l'activité et les exportations que les modèles économétriques ont du sens. Il conviendra ensuite d'extrapoler ou non les résultats au reste du tissu productif, en ayant à l'esprit les limites que cela implique.

Tableau 1 - Codes NAF utilisés pour former la base d'entreprises

	Code NAF	Nombre d'entreprises	CA (M€)	Exportations (M€)	Description
Culture et production animale	0111 à 0119	491	5 490	947	Cultures non permanentes : culture de céréales, de riz, de légumes, de canne à sucre, de plantes à fibre
	0121 à 0129	943	1 796	523	Cultures permanentes : culture de la vigne, de fruits tropicaux, d'agrumes, de fruits à pépins et à

				noyaux, d'autres fruits d'arbres, de fruits oléagineux, de plantes à boissons et à épices	
	0141 à 0149	504	2 160	172	Production animale : élevage de vaches laitières, de bovins et de buffles, de chevaux, de chameaux, d'ovins et de caprins, de porcins, de volailles et d'autres animaux
	0161 à 0164	1526	2 341	257	Soutien à l'agriculture et traitement primaire des récoltes : activité de soutien aux cultures, soutien à la production animale, traitement primaire des récoltes, traitement des semences
Pêche et aquaculture	0311 et 0312	133	551	263	Pêche en mer et pêche en eau douce
	0321 et 0322	99	293	64	Aquaculture en mer et en eau douce
	1011 à 1013	1 028	30 232	4 984	Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande
	1020	118	2 683	348	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques
	1031, 1032 et 1039	249	6 184	1 133	Transformation et conservation de fruits et légumes
	1041 et 1042	63	8 882	4 283	Fabrication d'huiles et de graisses végétales et animales
Industrie alimentaire	1051 et 1052	533	23 199	4 778	Fabrication de produits laitiers
	1061 et 1062	142	7 535	3 719	Travail des grains et fabrication de produits amylacés
	1071 à 1073	3 986	10 590	1 975	Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires
	1081 à 1086 et 1089	793	26 267	4 441	Fabrication d'autres produits alimentaires : sucre, cacao, thé, café, condiments, plats préparés, aliments diététiques

	1091 et 1092	228	13 071	2 502	Fabrication pour animaux de ferme et de compagnie
Fabrication de boissons	1101 à 1107	1053	30 157	12 755	Fabrication de boissons : boissons alcooliques distillées, vin, cidre, boissons fermentées non distillées, bière, malt, eaux minérales

Tableau 2 – Présentation des données de la base et comparaison aux données de la filière

	Nombre d'entreprises	Exportation (M€)	CA (M€)
Ensemble de la filière France	446 968	72 600	324 264
Base de données Asterès	12 146	43 255	172 011
Poids de la base rapportée à l'ensemble de la filière	3%	60%	53%

Source : Insee, Interprofessions, 2019

2.2 STATISTIQUES DESCRIPTIVES : L'EXPORT SEMBLE ALLER DE PAIR AVEC LA CROISSANCE GLOBALE DE L'ACTIVITÉ

2.2.1 PROFIL DES ENTREPRISES EXPORTATRICES : SYSTÉMATIQUEMENT PLUS GRANDES QUE LES AUTRES

En moyenne, les entreprises exportatrices ont un chiffre d'affaires, des bénéfices et des capitaux propres plus importants que celles qui n'exportent pas. Les entreprises exportatrices ont un CA moyen 12,6 fois supérieur à celles qui n'exportent pas (44,4 M€ contre 3,5 M€), et un bénéfice 22 fois supérieur (1,46 M€ contre 67 k€). Les entreprises qui exportent constituent par ailleurs seulement 26% des entreprises de la base. Ce constat descriptif n'est évidemment pas une corrélation, et ne permet en aucun cas de d'attribuer ces différences aux exportations.

Tableau 3 - Présentation des entreprises de la base, en fonction de l'export, pour les variables observées

	Toute la base	Exporte	N'exporte pas
Nombre d'entreprises	12 146	3 168	8 978
CA moyen (en k€)	14 162	44 395	3 497

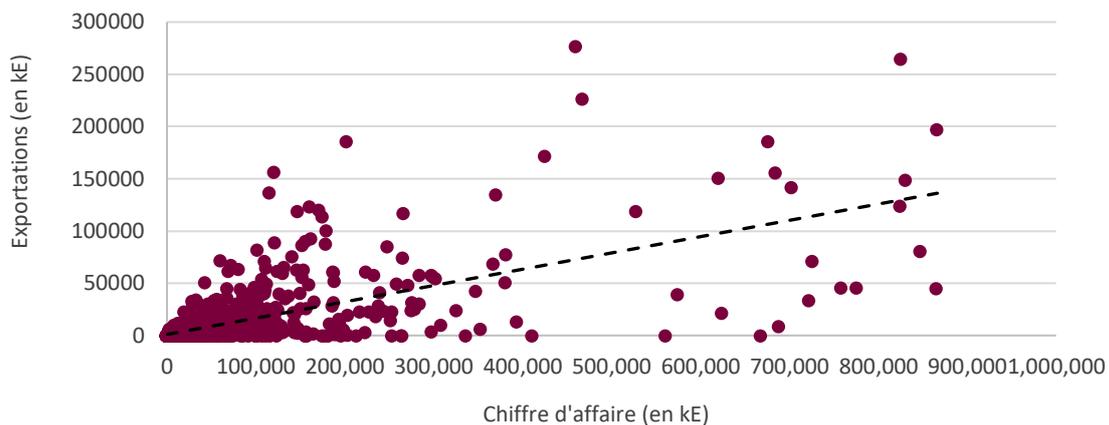
Bénéfices	430	1 459	67
Capitaux propres	5 269	16 929	1 154
Taux de marge	3%	3%	2%

Source : base de données de Diane

2.2.2 EXPORT ET CA : LES GRANDES ENTREPRISES EXPORTENT PLUS

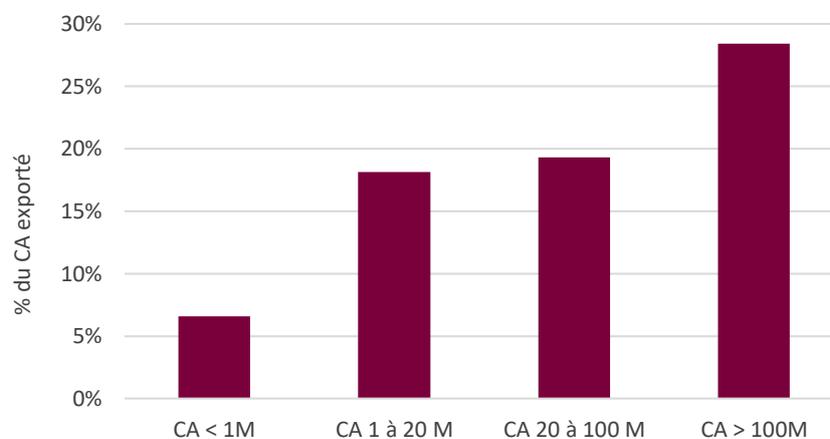
Un chiffre d'affaires élevé en montant va souvent de pair avec des exports élevés en montant comme en pourcentage. Le nuage de points ci-dessous, Figure 2, présente une corrélation manifeste entre le montant de chiffre d'affaires et le montant des exportations. Plus en détail, la Figure 3 montre que la part des exports dans le chiffre d'affaires a tendance à augmenter avec la taille de l'entreprise (de 6% pour un CA inférieur à 1M€ à 28% pour un CA supérieur à 100 M€). Pour autant, l'export n'est pas réservé aux grandes entreprises et concerne l'ensemble de l'échantillon.

Figure 2 - Montant des exportations en fonction du chiffre d'affaires total



Source : Diane

Figure 3 - Part du chiffre d'affaires exporté, par tranche de CA

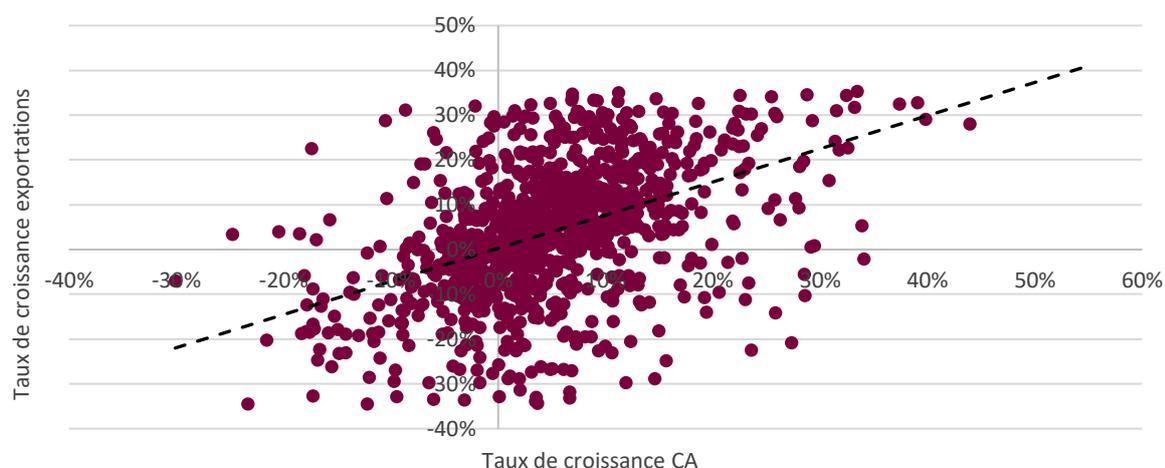


Source : Diane

2.2.3 VARIATIONS DES EXPORTS ET DU CA : UN DESTIN COMMUN

La corrélation la plus nette concerne l'évolution de l'activité et l'évolution des exports. La Figure 3 montre ainsi que les deux augmentent ou baissent de façon concomitante. Le lien peut bien entendu être expliqué par le positionnement de marché, la compétitivité ou foule de facteurs, et cette corrélation n'a pas valeur de causalité. En outre, il existe un lien positif, mais faible, entre la dynamique de l'activité et le montant des exportations, en Figure A2 en Annexes. Enfin, il n'y a pas d'effet de la taille de l'entreprise sur la dynamique à l'export puisque le montant du chiffre d'affaires n'est pas corrélé avec la croissance des exportations, en Figure A3 en Annexes.

Figure 3 - Croissance du montant des exportations en fonction de la croissance du chiffre d'affaires

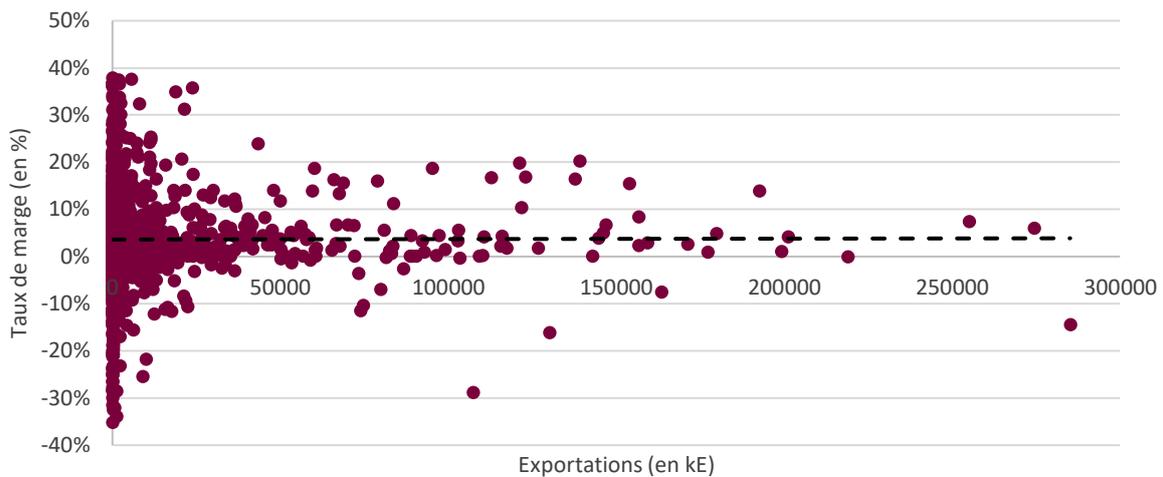


Source : Diane

2.2.4 EXPORTS ET MARGE : PAS DE CORRÉLATION REMARQUABLE

A la vue des statistiques descriptives, le taux de marge ne semble pas être corrélé aux exportations. La Figure 4 montre le taux de marge en fonction du montant des exportations, la droite de tendance est plate. Ainsi, ces deux grandeurs semblent être décorrélées.

Figure 4 - Taux de marge en fonction du montant des exportations

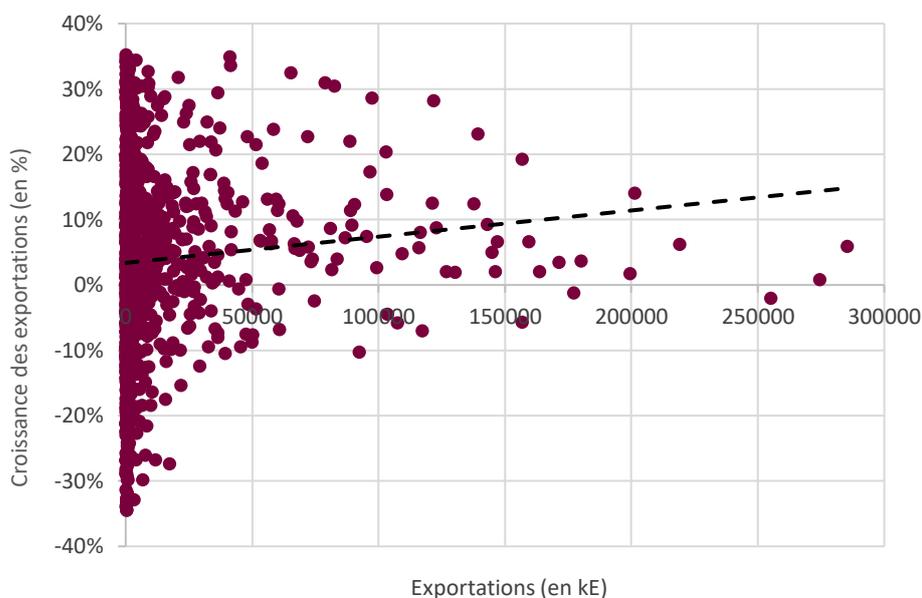


Source : Diane

2.2.5 MONTANT ET CROISSANCE DES EXPORTS : UNE MEILLEURE PRÉSENCE INITIALE RENFORCERAIT LA HAUSSE DES EXPORTS ?

Les entreprises qui exportent plus en montant voient leurs exportations augmenter plus que les autres. La Figure 5 montre un lien entre les montants exportés et la croissance des exports, ce qui peut laisser supposer des effets d'entraînement, où la présence initiale favoriserait la croissance ultérieure. Ce point mériterait des analyses complémentaires pour savoir si c'est effectivement la position initiale à l'export qui permet de croître plus à l'export ou d'autres causes. Auquel cas, des effets boule de neige pourraient avoir lieu à la hausse comme à la baisse.

Figure 5 - Croissance des exportations en fonction du montant des exportations



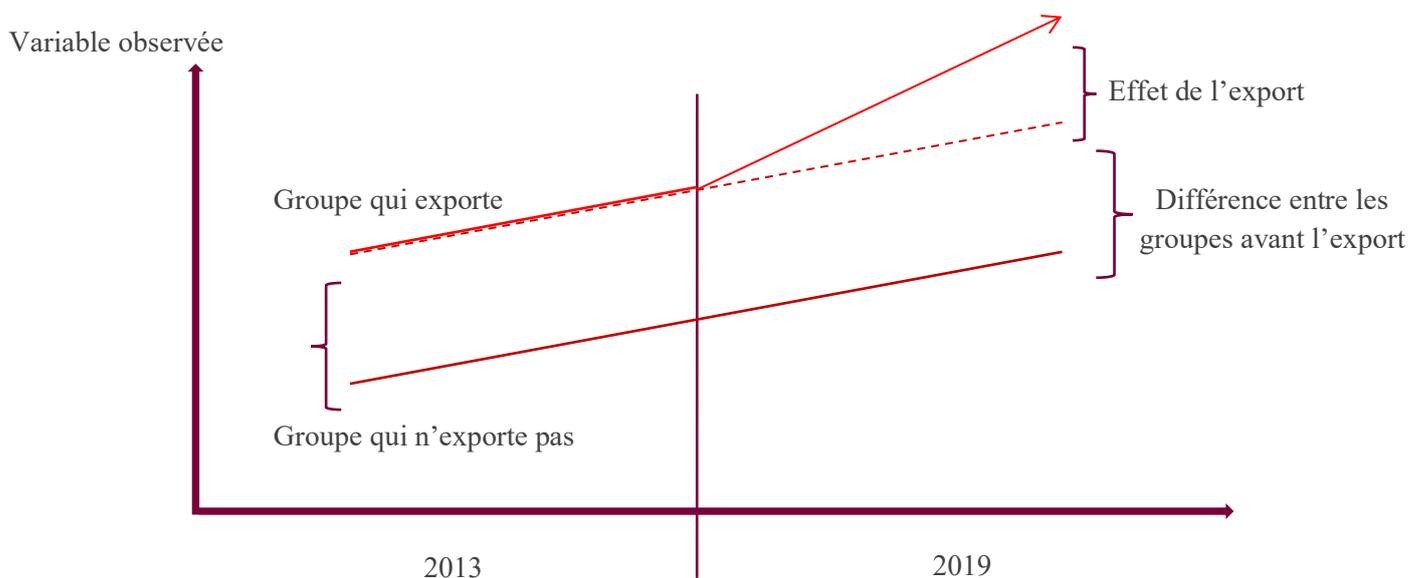
Source : Diane

2.3 RÉGRESSION « DIFF-IN-DIFF » : L'EXPORTATION A UN EFFET STATISTIQUEMENT SIGNIFICATIF SUR L'ACTIVITÉ, LE BÉNÉFICE ET LES CAPITAUX PROPRES

2.3.1 MÉTHODE DE LA « DIFFÉRENCE EN DIFFÉRENCE » : COMPARER UN GROUPE QUI SE MET À EXPORTER ET L'AUTRE QUI CONTINUE DE NE PAS EXPORTER

La méthode de différence en différence est utilisée pour produire des corrélations et avancer l'hypothèse d'une causalité allant des exports vers d'autres variables économiques et financières. Un groupe est composé des entreprises qui n'exportent pas en 2013 et qui exportent en 2019, et un autre groupe des entreprises qui n'exportaient ni en 2013 ni en 2019. Le modèle compare l'évolution de plusieurs variables d'intérêt (chiffre d'affaires, bénéfice et capitaux propres) entre les deux groupes *via* la différence des moyennes entre les deux dates pour le groupe de traitement (nouveaux exportateurs) et pour le groupe de contrôle (non exportateurs). Cette méthode aide à contrôler les variables non observées qui affectent de la même manière ces deux groupes. La Figure 4 illustre la logique de cette régression.

Figure 4 - Explication de la régression par "diff-in-diff"



Formulation du première modèle économétrique : diff-in-diff

La formule de régression du modèle diff-in-diff est la suivante :

$$Y_{it} = \alpha + \beta * \text{Groupe}(i) + \gamma * \text{Temps}(t) + \delta * (\text{Groupe}(i) * \text{Temps}(t)) + \epsilon_{it}$$

Avec : Y_{it} la variable observée pour l'entreprise i au temps t ; $\text{Groupe}(i)$ une variable binaire (0/1), qui vaut 1 si les entreprises se sont mises à exporter, 0 sinon (groupe de contrôle) ; $\text{Temps}(t)$ une variable binaire qui vaut 1 pour l'année 2019, 0 pour l'année 2013 ; $\text{Groupe}(i) * \text{Temps}(t)$ l'interaction entre le groupe d'exportation et la période après l'exportation ; α : état des entreprises qui n'exportent ni en 2013, ni en 2019 ; $\alpha + \beta$: état des entreprises qui exporteront en 2019 ; $\alpha + \gamma$: état des entreprises qui n'ont pas exporté en 2019 ; $\alpha + \gamma + \beta + \delta$: état des entreprises qui ont exporté en 2019 ; ϵ_{it} est le terme d'erreur.

Ainsi, dans ce modèle, δ est le coefficient d'intérêt pour la variable concernée. Elle symbolise l'évolution de la variable d'intérêt entre 2013 et 2019 qui peut être isolément causé par l'exportation.

2.3.2 RÉSULTATS : L'EXPORTATION A UN EFFET POSITIF SUR LES AUTRES VARIABLES ÉCONOMIQUES

L'exportation a un effet positif qui est statistiquement significatif sur le chiffre d'affaires, les capitaux propres et le bénéfice. Le Tableau 4 montre que δ est toujours positif. Ainsi, lorsque l'export augmente, le chiffre d'affaires, les capitaux propres et le bénéfice augmentent. A l'inverse, lorsque l'export baisse, ces variables baissent aussi. Ces résultats constituent un premier indice de causalité allant des exportations vers les autres variables. Pour autant, ils sont soumis à une hypothèse centrale, à savoir que les deux groupes auraient évolué de la même manière en l'absence d'exportation. En d'autres termes, il est supposé qu'il n'existe pas de différence structurelle importante entre ces deux types d'entreprises, autre que l'exportation, ou encore qu'il n'y a pas eu entre 2013 et 2019 d'évènements extérieurs touchant inégalement les entreprises exportatrices et les autres. Les parties 2.4 et 2.5 visent ainsi à dépasser ces limites en contrôlant certaines variables.

Tableau 4 - Régression « diff-in-diff » pour les trois variables considérées (chiffre d'affaires, bénéfice et capitaux propres)

Y_{it}	δ	γ	β	α
Chiffre d'affaires (k€)	1,7e+04*** (5,5e+03)	1,5e+03 (1,6e+03)	5,8e+03** (3,9e+03)	8,6e+03
Capitaux propres (k€)	4,7e+03*** (2,3e+03)	4,9e+02 (7,0e+02)	2,4e+04*** (1,7e+03)	2,4e+03
Bénéfice (k€)	6,7e+02*** (3,2e+02)	20 (95)	2,0e+03*** (2,3e+02)	1,7e+02

Source : Asterès à partir de Diane

Aide à la lecture : En considérant le chiffre d'affaires, les entreprises qui n'exportent ni en 2013 ni en 2019 ont un chiffre d'affaires moyen de 8,6M€ (α). En revanche, celles qui n'exportaient pas en 2013 mais se sont mises à exporter entre 2013 et 2019 ont un chiffre d'affaires moyen avant export de 14,4M€ ($\alpha + \beta$). La croissance moyenne du chiffre d'affaires pour toutes les entreprises (sans compter l'effet de l'export) entre 2013 et 2019 fut de 1,5M€ (γ) et l'effet de l'export dans ce temps-là fut de 17M€ (δ).

*** : signe du coefficient statistiquement très significatif

2.4 RÉGRESSION SIMPLE : LES EXPORTATIONS QUI REPOSENT SUR UNE HAUSSE DE L'ACTIVITÉ ONT UN EFFET ÉCONOMIQUE POSITIF

2.4.1 MÉTHODE DE LA RÉGRESSION SIMPLE : COMPARER LES ENTREPRISES EN FONCTION DE LEURS EXPORTS, EN CONTRÔLANT DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Pour ce deuxième modèle économétrique, Asterès utilise une régression simple avec deux variables de contrôle, dans un cas le chiffre d'affaires total et dans l'autre cas le chiffre d'affaires en France. Le modèle ne s'intéresse pas à l'évolution dans le temps, comme pour la « diff-in-diff », mais à la situation statique de chaque entreprise. La régression simple compare ainsi les bénéfices, dettes, capitaux propres et masses salariales des entreprises selon leur export en contrôlant du chiffre d'affaires (total ou France). Lorsque le chiffre d'affaires total est fixe, on peut schématiquement considérer que l'export se substitue à des ventes en France et lorsque le chiffre d'affaires France est fixe, que l'export s'ajoute aux ventes en France.

Formulation du deuxième modèle économétrique : régression simple

A CA total constant, l'équation suivante est mise en place :

$$Y = a_1 Exports + a_2 CA + \alpha$$

Avec Y la variable expliquée : bénéfice ou taux de marge, dette ou taux d'endettement, masse salariale et capitaux propres ; $Exports$ le montant des exportations (en k€) ; a_1 la grandeur d'intérêt : si $a_1 > 0$ significativement, alors une augmentation des exports augmente significativement Y ; et a_2 : assure la prise en compte de la variable de contrôle CA .

A CA France constant, l'équation suivante est mise en place :

$$Y = a_1 Exports + a_2 CA.France + \alpha$$

Avec Y la variable expliquée : bénéfice ou taux de marge, dette ou taux d'endettement, masse salariale et capitaux propres ; $Exports$ le montant des exportations ; a_1 la grandeur d'intérêt : si $a_1 > 0$ significativement, alors une augmentation des exports augmente significativement Y ; a_2 : assure la prise en compte de la variable de contrôle $CA.France$; α la constante de la régression.

2.4.2 RÉSULTATS DE LA RÉGRESSION SIMPLE : LES EXPORTATIONS IMPACTENT L'ENTREPRISE LORSQU'ELLES SONT ASSOCIÉES À UNE VARIATION DE L'ACTIVITÉ

Lorsque les exportations sont associées à une variation de chiffre d'affaires, elles ont un effet statistiquement significatif, alors que lorsque les exportations se font à chiffre d'affaires constant, elles n'ont pas d'effet notable. L'essentiel de l'évolution est porté par la croissance ou la baisse de l'activité et en moyenne les exports ont donc un intérêt tant qu'ils offrent ou non des débouchés pour faire varier l'activité des entreprises. La régression simple conclue ainsi à des effets différents entre le cas du chiffre d'affaires total constant et le cas du chiffre d'affaires France constant.

- **Lorsque les exports varient mais que l'activité globale reste identique, l'effet économique pour l'entreprise est négligeable.** En d'autres termes, si cela est possible, les entreprises ont d'abord intérêt, en moyenne, à vendre en France avant d'exporter. A chiffre d'affaires total constant, le Tableau 5 montre que les variables expliquées (bénéfice, capitaux propres, dette et masse salariale) décroissent de manière significative avec l'export (a_1 est toujours négatif et significatif) mais dans des montants très faibles. En effet, pour une hausse des exports de 1M€, le bénéfice baisse de 0,4€, la dette de 6,1€, les capitaux propres de 3,1€ et la masse salariale de 0,6€. Asterès considère donc que l'effet est négligeable. Cela signifie que le choix de vendre en France ou à l'étranger n'a pas d'impact si le chiffre d'affaires est identique.
- **Lorsque les exports varient et que l'activité globale varient, avec des ventes en France fixes, il y a un effet économique pour l'entreprise.** A chiffre d'affaires France constant, le Tableau 6 montre que les variables expliquées (bénéfice, capitaux propres, dettes et masse salariale) varient de manière significative avec l'export (puisque a_1 est supérieur à 0 de manière significative pour chacune des variables expliquées considérées, cet effet est toujours positif). Les montants sont cette fois-ci non-négligeables, et pour une hausse des exports de 1M€, le bénéfice augmente de 120K€, la dette de 450K€, les capitaux propres de 870K€ et la masse

salariale de 60K€. Les exportations ont donc un effet économique positif sur l'entreprise quand elles sont associées à une hausse de l'activité, et inversement, et interviennent donc lorsque l'entreprise a déjà desservi le marché français, n'est pas en mesure de le desservir, ou que le marché français ne correspond pas à ce qu'elle produit (positionnement prix et qualité, conditions géo climatiques, cadre fiscal et réglementaire). Les R² montrent que ce sont entre 28% et 55% de la variation des bénéfices, dettes, capitaux et chiffres d'affaires qui sont expliqués par la variation des exportations.

Tableau 5 - Régression simple des variables d'intérêt en contrôlant par le chiffre d'affaires

Y	a ₁	a ₂	α	R ²
Bénéfice	-4,2e-07*** (3,9e-08)	0,035*** (5,1e-04)	-69	0,18
Dettes	-6,1e-06*** (-2,4e-07)	0,30*** (0,06)	1658	0,51
Capitaux propres	-3,1e-06*** (-1,5e-07)	0,30*** (3,0e-03)	1545	0,31
Masse salariale	-5,6e-07*** (-2,1e-08)	0,044*** (2,6e-04)	547	0,55

Source : Calcul d'Asterès

*** : signe du coefficient statistiquement très significatif

Tableau 6 - Régression simple des variables d'intérêt, en contrôlant par le chiffre d'affaires français

Y	a ₁	a ₂	α	R ²
Bénéfice	0,12*** (1,6e-03)	8,4e-03*** (7,2e-04)	42	0,28
Dettes	0,45*** (6,5e-03)	0,24*** (2,9e-03)	2013	0,52
Capitaux propres	0,87*** (9,1e-03)	0,11*** (4,0e-03)	2478	0,44
Masse salariale	6,0e-02*** (8,6e-04)	3,6e-02*** (3,8e-04)	607	0,55

Source : calculs du cabinet Asterès

*** : signe du coefficient statistiquement très significatif

2.5 DONNÉES DE PANEL : LA CAUSALITÉ DES EXPORTATIONS VERS LES AUTRES VARIABLES ÉCONOMIQUES EST CONFIRMÉE STATISTIQUEMENT

2.5.1 MÉTHODE DES DONNÉES DE PANEL : COMPARER LES ENTREPRISES ENTRE ELLES ET L'ÉVOLUTION DANS LE TEMPS D'UNE MÊME ENTREPRISE

L'étude de données de panel permet de consolider les résultats précédents en comparant non seulement les entreprises entre elles, mais également l'évolution dans le temps d'une même entreprise. Les entreprises sélectionnées sont celles ayant des données disponibles en 2013, 2016, 2019 et 2022. La méthode permet de traiter les « hétérogénéités inobservées » en contrôlant certains paramètres qui risquent d'influencer à la fois l'évolution des exportations et des variables économiques et financières.

Formulation du troisième modèle économétrique : données de panel

Pour choisir le bon modèle de contrôle (soit à effet fixe soit à effet aléatoire), il convient d'appliquer le test de Hausman : si la p-value¹ obtenue par ce test est inférieure à 0,01, alors le modèle à effet fixe est choisi.

Puisque la p-value est inférieure à 2.2e-16 pour chacune des variables d'intérêt, la régression de données de panel à effet fixe sera réalisée par la suite. Celle-ci peut être représentée sous la forme suivante :

$$Y_{it} = a_{0i} + a_1 \text{exportations}_{it} + a_2 CA_{it}$$

Avec Y_{it} la variable expliquée pour l'entreprise i à la période t ; a_{0i} l'effet fixe spécifique à l'entreprise i (cet effet capture toutes les caractéristiques inobservées et non variantes dans le temps de l'entité i qui pourraient influencer Y , les a_{0i} sont des constantes uniques pour chaque entreprise et ne sont pas estimés comme des paramètres ordinaires, ils sont plutôt « éliminés » dans l'estimation pour se concentrer sur l'effet des variables qui varient dans le temps) ; exportations_{it} représente la part des exportations de l'entreprise i à la période t (en %) ; CA_{it} représente le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise i à la période t ; a_1 et a_2 sont les coefficients des variables explicatives précitées.

Pour l'autre contrôle, la même régression que ci-dessus est mise en place, et en contrôlant cette fois par le chiffre d'affaires réalisé en France. Ainsi, l'équation suivante est mise en place :

$$Y = a_1 \text{Exports} + a_2 CA.France$$

Avec Y la variable expliquée : bénéfice ou taux de marge, dette ou taux d'endettement, masse salariale et capitaux propres ; Exports le montant des exportations dans le CA ; a_1 la grandeur d'intérêt : si $a_1 > 0$ significativement, alors une augmentation des exports augmente significativement Y ; a_2 : assure la prise en compte de la variable de contrôle $CA.France$.

2.5.2 RÉSULTATS DES DONNÉES DE PANEL : L'EFFET DES EXPORTS PASSE PAR LE LEVIER DE L'ACTIVITÉ

L'utilisation des données de panel confirme que l'augmentation des exports impacte positivement les bénéfices, les capitaux, la dette et la masse salariale lorsqu'elle est associée à une hausse du chiffre d'affaires, et que les effets sont négligeables lorsque le chiffre d'affaires est tenu fixe. En termes de causalité, le modèle montre que c'est la variation de l'activité qui crée ces effets. Les tableaux, comme précisé dans la partie précédente, n'incluent pas de constante du fait du choix d'un modèle à effets fixes. Pour les deux contrôles, les données de panel viennent confirmer la régression simple. Pour autant, la baisse des R² montre que ce ne sont pas les exports en soit qui impactent les différentes variables, mais bien l'activité.

- A chiffre d'affaires total constant, les exportations n'ont pas d'effet notable sur les autres variables économiques. Le Tableau 7 montre que les coefficients pondérant l'effet des exportations sont toujours significativement négatifs mais que les montants restent négligeables, confirmant l'observation réalisée précédemment dans la régression simple. En l'occurrence pour 1M€ d'exportations supplémentaires, le bénéfice baisse de 0,02€, la dette de 1,7€, les capitaux de 1,0€ et la masse salariale de 0,1€. Les R² sont très faibles, tous inférieurs à 0,1, ce qui confirme qu'il n'y a pas d'effet.
- A l'inverse, à chiffre d'affaires France constant, et donc lorsque les exports reposent sur une hausse de la production (en volume ou en valeur), l'impact est positif, significatif et d'ampleur sur toutes les variables. Le Tableau 8 montre qu'une augmentation de l'export entraîne une augmentation du bénéfice, des capitaux propres, de la dette et de la masse salariale (puisque a_1 est supérieur à 0 pour chacune des variables expliquées considérées, cet effet est toujours positif). En l'occurrence pour une hausse des exportations de 1M€, le bénéfice augmente de 10K€, la dette de 140K€, les capitaux propres de 250K€ et la masse salariale de 11K€. Pour autant, les R² faibles (entre 0,01 et 0,11) montrent que ce n'est pas l'export qui explique ces variations mais une autre variable. En l'occurrence, l'analyse des données montre qu'il s'agit de l'activité, qui est la cause première des effets sur les bénéfices, la dette, les capitaux propres et la masse salariale.

Tableau 7 - Régression des données de panel, en contrôlant par le chiffre d'affaires total

Y	a_1	a_2	p – value Test d'Hausman	R ²
Bénéfice	-2,4e-08* (1,4e-08)	0,039*** (1,4e-03)	< 2.2e-16 Effets fixes	0,04
Dette	-1,7e-06*** (-7,9e-08)	0,13*** (3,9e-03)	< 2.2e-16 Effets fixes	0,09
Capitaux propres	-9,8e-07*** (7,5e-08)	0,16*** (3,7e-03)	< 2.2e-16 Effets fixes	0,10

Masse salariale	-9,8e-08*** (1,2e-08)	0,013*** (5,7e-04)	< 2.2e-16 Effets fixes	0,03
-----------------	--------------------------	-----------------------	---------------------------	------

Source : calculs du cabinet Asterès

* : coefficient significatif (moins de 5% de chance qu'il soit d'un signe différent)

*** : signe du coefficient statistiquement très significatif

Tableau 8 - Tableau de régression de données de panel, en contrôlant par le chiffre d'affaires français

Y	a_1	a_2	Modèle choisi après test de Hausmann	R ²
Bénéfice	0,010*** (3,1e-03)	6,9e-02*** (2,7e-03)	Effets fixes	0,05
Dette	0,14*** (8,4e-03)	6,9e-02*** (7,0e-03)	Effets fixes	0,04
Capitaux propres	0,25*** (7,1e-03)	6,9e-02*** (6,1e-03)	Effets fixes	0,11
Masse salariale	1,1e-02*** (1,2e-03)	4,8e-03*** (1,0e-03)	Effets fixes	0,01

Source : calculs du cabinet Asterès

*** : signe statistiquement très significatif

2.6 CONCLUSION : LES EXPORTS CRÉENT DES DÉBOUCHÉS POUR AUGMENTER OU MAINTENIR L'ACTIVITÉ

L'effet quantifié par Asterès de variation des exports à chiffres d'affaires France constant peut être présenté comme un effet d'une variation de l'activité à destination des exportations. Les modèles économétriques présentés dans les parties 2.3, 2.4 et 2.5 démontrent que les exports n'ont pas d'effet notable s'ils se substituent à des ventes en France et que la variation d'activité a un effet économique lorsque les exports s'ajoutent ou se soustraient à ces ventes en France. Ainsi, ce ne sont pas les exports en eux-mêmes qui sont créateurs ou destructeurs de richesse mais bien la hausse ou la baisse de l'activité, en volume ou en valeur, qui sera ensuite exportée. En ce sens, les exports jouent avant tout un rôle de création ou de maintien de débouchés pour l'activité et la valeur créée par l'export est liée à cette opportunité d'augmenter ou de maintenir l'activité économique.

Ce mécanisme s'applique très différemment selon les filières. Dans certains cas, le marché domestique ne peut structurellement pas absorber la production, eu égard aux conditions météorologiques et productives exceptionnelles en France (céréales, pommes de terre, vin), et les débouchés de l'export sont indispensables à l'équilibre économique des filières. Dans d'autre cas, le marché domestique est en décroissance et l'export ouvre des débouchés pour limiter la baisse de production ou maintenir la capacité de production, par exemple dans l'élevage (bovin, porcin) où l'export permet aussi de valoriser les co-produits ou certains animaux, et participe donc d'un maintien d'une compétitivité globale de la filière.

Des élasticités à une variation de l'activité exportée peuvent être calculées : pour +/-10% d'activité, entièrement exportée, les bénéfices varient de +/-11,5%, les capitaux propres et la dette de +/-6,6% et la masse salariale de +/-4,9%. A partir des tableaux de régression présentés en **partie 2.5**, Asterès calcule sur le logiciel R des élasticités des différentes variables à la hausse de l'activité destinée à l'export. Eu égard aux R² présentés plus haut, il convient bien d'avoir à l'esprit que ce n'est pas seulement la variation des exports qui cause ces effets sur les bénéfices, les capitaux, la dette et la masse salariale, mais c'est, en cause première, la variation de l'activité.

Tableau 9 – Elasticités

Elasticité à une variation de l'activité (+10/-% d'activité entièrement vendue à l'export)	
Bénéfice	11,5
Dette et capitaux propres	6,6
Masse salariale	4,9

Source : Asterès

3. INTERPRÉTATION : LA PRODUCTION EXPORTÉE A DES EFFETS EN CHAÎNE SUR LE CONSOMMATEUR FRANÇAIS ET L'ÉCONOMIE NATIONALE

Une variation de l'activité exportée a des effets en chaîne considérables, impactant *in fine* la compétitivité de la filière et donc le consommateur français. Les enjeux sur la filière agricole et agroalimentaire sont tels qu'ils portent une dimension macroéconomique pour le pays. Asterès propose ici deux scénarios, pessimiste et optimiste, appliqués à l'échantillon analysé dans l'étude, soit 60% des exports de la filière, et donc des estimations en fourchette basse. Le premier postule que les produits français atteignent un plafond de verre en termes de valorisation et que la baisse des exportations en volume se mue en baisse en valeur. Sur une même période de douze ans, la perte nette pour l'économie française serait de plus de 33 000 emplois, 11Mds€ d'activité, 4Mds€ de valeur ajoutée et 1,6Md€ de recettes publiques par an. L'investissement dans la filière baisserait de 2,1 à 3,5Mds€ sur douze ans, d'où un effet néfaste sur la compétitivité des entreprises. *In fine*, un cycle vicieux pourrait s'enclencher, conduisant à de nouvelles pertes de parts de marché à l'export et à un creusement de la balance commerciale. Le second scénario postule une hausse de la production pour récupérer les parts de marché perdues à l'export depuis 2010, ce qui impliquerait une augmentation des investissements de 4,6 à 7,7Mds€ sur douze ans, stimulant la compétitivité, et des effets d'entraînement totaux de plus de 75 000 emplois, 24Mds€ d'activité, 9Mds€ de valeur ajoutée et presque 3,5Mds€ de recettes publiques par an. En produisant et exportant plus, les entreprises seraient en capacité de fournir à meilleur prix le consommateur français, ce qui renforcerait aussi leurs positions sur le marché intérieur.

3.1 MÉTHODE : ESTIMER LES EFFETS EN CHAÎNE DE SCÉNARIOS OPTIMISTES ET PESSIMISTES

3.1.1 PÉRIMÈTRE : UNE APPROCHE RESTREINTE POUR ÉVITER D'EXTRAPOLER

L'interprétation proposée par Asterès repose sur un périmètre commun aux différents scénarios. Asterès cherche à assurer la robustesse de l'interprétation en collant au modèle économétrique présenté plus haut.

- **Premièrement, les scénarios portent sur un périmètre d'entreprises restreint à la base de données étudiée.** Pour des raisons de robustesse des résultats, Asterès déploie son scénario sur les 12 146 entreprises de la base, qui pèsent 3% des entreprises, 53% de l'activité et 60% des exportations de la filière, et ne l'extrapole pas aux 97% d'autres entreprises qui concentrent 47% de l'activité et 40% des exportations.
- **Deuxièmement, les scénarios portent sur des variations des exportations à chiffre d'affaires France constant.** Les exports sont ainsi appréhendés comme un débouché supplémentaire pour les entreprises françaises, et non comme un substitut aux ventes en France. Asterès pose ainsi l'hypothèse que le marché français est déjà desservi par la filière dans la mesure des possibilités fiscales, réglementaires, économiques ou encore géo climatiques.

3.1.2 SCÉNARIOS : UNE RECONQUÊTE DES PARTS DE MARCHÉ PERDUES, ET UNE BAISSÉ EN VOLUME QUI SE MUE EN BAISSÉ EN VALEUR

Les deux scénarios proposés par Asterès tentent de couvrir le champ des possibles : d'un côté l'autre une baisse des volumes exportés qui se mueraient en baisse de valeur, et de l'autre, une reconquête productive afin de retrouver les parts de marché de l'export en 2010. Les scénarios ici proposés par Asterès cherchent à incarner les calculs présentés dans la **partie 2** en s'inspirant du contexte présenté en **partie 1**. Asterès a délibérément choisi deux scénarios opposés mais crédibles afin de montrer la diversité des effets d'une variation de l'activité et des exports.

- **Le scénario pessimiste postule que les baisses d'exportations en volume entre 2010 et 2022 ne sont plus accompagnées de hausses de la valorisation, et sont donc associées à une baisse de l'activité.** Ce scénario postule que la hausse des prix pour le consommateur aurait atteint un plafond et que la valorisation continue des produits ne compense plus la baisse des volumes. Là aussi le scénario peut être lu de façon rétrospective ou prospective : « si depuis douze ans la France n'avait pas réussi à compenser la baisse des volumes par une hausse de la valeur », et, « si d'ici douze ans, les volumes continuaient à baisser sans que les valorisations n'augmentent ». De fait, la baisse d'activité associée serait de 6Mds€.
- **Le scénario optimiste postule une reconquête des parts de marché perdues à l'export entre 2010 et 2022, associée à une hausse de l'activité.** Cette hausse globale d'activité recouvre une large variété entre secteurs et peut par exemple reposer sur des gains de productivité ou sur un maintien des capacités de production alors qu'elles sont en baisse. Le scénario peut être lu de façon rétrospective ou prospective : « si depuis douze ans la France avait augmenté sa production pour suivre la demande mondiale, alors l'économie aurait gagnée... », et « si la France parvenait d'ici douze ans à augmenter sa production pour reconquérir la demande perdue par le passé, alors l'économie gagnerait... ». De fait, la hausse d'activité nécessaire dans ce scénario serait de 13Mds€.

3.1.3 CALCULS : ESTIMER L'EFFET SUR L'INVESTISSEMENT ET LES PRIX DANS LA FILIÈRE, ET SUR LA DEMANDE AU RESTE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Une hausse ou une baisse de l'activité à destination des exports a de nombreux effets, et Asterès cherche ici à en quantifier trois principaux : sur l'investissement, sur la demande au reste de l'économie et sur les prix. Ces effets sont des conséquences du scénario et des résultats présentés en **partie 2**. Asterès propose une méthode spécifique pour chiffrer l'ampleur probable sur les investissements et la demande mais manque de données pour chiffrer l'effet prix.

- **L'investissement est influencé par la variation des capitaux propres, de la dette et des bénéfices des entreprises de la filière.** Puisque la variation de l'activité destinée à l'export fait varier la dette et les capitaux de concert, Asterès considère que la totalité de la variation est affectée à l'investissement. Un autre *item* peut influencer l'investissement, il s'agit des bénéfices, qui peuvent être affectés à différentes destinations selon le choix des entreprises. Pour estimer l'impact des exports sur l'investissement, Asterès utilise les élasticités calculées en **partie 2** et les applique au scénario de la **partie 3** en considérant que la variation des capitaux propres et de la dette constitue un investissement en une fois et qu'une partie des bénéfices peut

y être affectée chaque année. Des scénarios sont présentés selon la part des bénéfices affectée au réinvestissement.

- **La demande auprès du reste de l'économie française est impactée par l'activité des entreprises de la filière.** Le surplus ou la baisse de production et d'investissement entraînent un effet cascade sur les fournisseurs quand la masse salariale entraîne un effet cascade *via* la consommation. Ces fournisseurs vont eux-mêmes payer des salariés et des fournisseurs, et ainsi de suite. Pour évaluer ces effets en chaîne, Asterès utilise son modèle d'impact MIA, développé à partir des tableaux entrées – sorties de l'Insee et qui permet de suivre l'ensemble des flux dans l'économie française suite à un surplus de demande. Les données d'entrée dans MIA sont la variation de masse salariale calculée à partir des élasticités de la **partie 2** et du scénario de la **partie 3**, et la variation de consommations intermédiaires associée à l'évolution de la production nécessaire à l'évolution de l'export.
- **Les prix sont influencés à la fois par la variation des bénéfices, par les investissements et par l'activité.** Lorsque les bénéfices des entreprises varient, elles peuvent choisir d'allouer cette valeur à différentes destinations dont les prix (mais aussi aux salaires, aux dividendes, à l'investissement). De même, les investissements ont potentiellement à moyen-terme un effet sur la productivité, et leur hausse (baisse) peut conduire à une baisse (hausse) de prix. Enfin, la hausse (baisse) de l'activité grâce à l'export favorise (réduit) les économies d'échelle et donc indirectement une baisse (hausse) du prix de l'ensemble de la production. Malheureusement, les données précises manquent pour évaluer cet impact des exports sur les prix et Asterès n'a pas pu la modéliser dans le cadre de cette étude.

Le modèle MIA

Asterès estime les effets d'entraînement d'une variation d'activité à partir du modèle MIA. Le modèle MIA est développé par Asterès à partir des tableaux entrées – sorties de l'Insee et permet de suivre l'ensemble des flux générés dans l'économie française suite à une impulsion initiale. Le modèle couvre quatre types d'effets (directs, indirects, induits et en chaîne) et quatre grandeurs économiques (le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée, l'emploi et la fiscalité).

Dans le cadre de cette étude, MIA est restreint aux effets indirects (sur les fournisseurs), induits (*via* la consommation des salariés) et en chaîne (conséquences des effets indirects et induits) et les grandeurs économiques sont limitées à l'activité et à l'emploi. L'impulsion initiale qui est entrée dans le modèle est la hausse de demande aux fournisseurs des entreprises exportatrices, afin de produire plus, et la hausse de salaires des salariés de ces entreprises exportatrices. Ces deux données sont issues de la **partie 2**. Les effets de la hausse des investissements ou des bénéfices ne sont pas pris en compte.

À chaque tour du modèle, une partie de l'impulsion initiale sort du calcul à cause des importations, des prélèvements sociaux et fiscaux et de l'épargne. Au bout de quatre ans, du fait de ces « fuites » il est fait l'hypothèse que les effets en chaîne deviennent nuls. Une fois les flux d'activité calculés par secteurs, ils sont traduits en emplois, en chiffre d'affaires, en valeur ajoutée et en recettes fiscales et sociales.

3.2 RÉSULTATS DU SCÉNARIO PESSIMISTE : UN CERCLE VICIEUX QUI IMPACTE BIEN AU-DELÀ DES ENTREPRISES DE LA FILIÈRE

3.2.1 INVESTISSEMENT : VERS UNE BAISSÉ DE 2,1 À 3,5MDS€ SUR DOUZE ANS

Le scénario pessimiste impliquerait une réduction de l'investissement dans la filière située entre 2,1Mds€ et 3,5Mds€ sur douze ans, entraînant des pertes de compétitivité tant sur le marché domestique qu'international. Le scénario d'une fin des hausses de valorisation des produits français, qui impliquerait ainsi que les baisses de volume deviennent des baisses de valeur, a un impact direct sur les capitaux propres et la dette, donc sur l'investissement, ce qui enclenche ensuite des effets néfastes en termes de productivité, de compétitivité ou encore de capacités de production. La baisse de l'investissement doit être mise au regard de son niveau déjà trop faible alors que FranceAgriMer présente le manque d'investissement comme l'un des facteurs centraux de perte de compétitivité des différentes filières¹. Les calculs d'Asterès distinguent le levier des capitaux propres – dettes, et le levier des bénéfices :

- La baisse des capitaux propres et de la dette équivaudrait à un investissement supplémentaire de 2,1Mds€ sur douze ans. Les capitaux propres et la dette sont pluriannuels, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent être investis qu'une fois, le montant constitue donc un investissement *one shot* étalé sur douze ans.
- Si les bénéfices perdus étaient auparavant alloués à l'investissement, cela équivaudrait à 1,4Md€ supplémentaires sur douze ans. La baisse de l'activité exportée implique une baisse des bénéfices annuels de 117M€. Il est difficile d'estimer la part qui était allouée à l'investissement avant la baisse.

3.2.2 RESTE DE L'ÉCONOMIE : UNE BAISSÉ DE LA DEMANDE DE 2,3MDS€ PAR AN

La baisse de l'activité à l'export aurait un effet sur le reste de l'économie française via la baisse de la demande de 2,3Mds€ par an, ce qui a ensuite un impact négatif sur l'activité, l'emploi et la fiscalité globale. La baisse de la demande se divise entre une baisse des consommations intermédiaires des entreprises agricoles et agroalimentaires de 2,1Mds€, une baisse de l'investissement de 160M€, et une baisse de la masse salariale de 150M€ et donc de la consommation d'environ 100M€. Lorsque la baisse de la demande provient d'une baisse des exports, il n'existe pas d'effets positifs de substitution où le revenu des ménages français serait réaffecté à une autre dépense en France. La perte peut donc être considérée comme une perte sèche pour le tissu économique national.

¹https://www.franceagrimer.fr/content/download/66944/document/20210623_Rapport%20comp%C3%A9titivit%C3%A9%202020.pdf

3.2.3 EFFET D'ENTRAÎNEMENT : UNE DESTRUCTION NETTE DE 33 000 EMPLOIS EN FRANCE

L'effet économique complet du scénario pessimiste est estimée par Asterès à une perte nette de 11Mds€ d'activité, 4Mds€ de valeur ajoutée, plus de 33 000 emplois et 1,6Md€ de recettes publiques par an. Si les produits français ne parvenaient plus à augmenter leur valorisation et que les pertes en volume impactaient directement l'activité, sur douze ans, les pertes économiques seraient ainsi considérables. Cette empreinte se divise entre l'effet direct, baisse de la production dans la filière, et les effets d'entraînement, engendrés par la baisse de demande.

- Une baisse de la production de 6,0Mds€ du scénario pessimiste équivaut à un effet direct de 1,8Mds€ de valeur ajoutée, 3 600 emplois et environ 700M€ de fiscalité et de cotisations sociales. Asterès estime ces montants à partir des ratios moyens de valeur ajoutée par chiffre d'affaires, de rémunération et de fiscalisation des secteurs agricoles et agroalimentaires en France.
- Les effets indirects, induits et en chaîne de la baisse de demande sont estimés par le modèle MIA à une perte de 4,8Mds€ d'activité, 30 000 emplois, 2,2Mds€ de valeur ajoutée et 860M€ de fiscalité et cotisations sociales en moins. Ces effets d'entraînement sont répartis entre l'effet indirect, avec une perte de 13 000 emplois et 1,8Md€ d'activité chez les fournisseurs, l'effet induit, avec moins 500 emplois et 80M€ d'activité *via* la consommation des salariés, et l'effet en chaîne, avec moins 17 000 emplois et 2,9Mds€ d'activité qui font suite aux effets indirects et induits.

3.2.1 PERSPECTIVE : QUAND LA BAISSÉ DES EXPORTS ENCLENCHE DES EFFETS EN CHAÎNE NÉGATIFS JUSQU'AU CONSOMMATEUR FRANÇAIS

Le scénario pessimiste d'un plafond de verre sur les prix des produits français, qui impliquerait que la baisse des exports en volume constatée depuis dix ans se matérialise par une baisse en valeur, enclencherait de nombreux effets néfastes pour la filière. En plus de la destruction de valeur dans l'ensemble de l'économie, avec une baisse des commandes aux fournisseurs et de la consommation des salariés, la perte d'activité à l'export réduit l'investissement et augmente le coût marginal de production. In fine, à court, moyen et long-terme, la compétitivité globale des filières risque d'en sortir fragilisée, ce qui menace aussi les positions sur le marché intérieur. Dans ce cadre, il convient d'avoir à l'esprit que l'investissement et la compétitivité sont le fer de lance de la balance commerciale et de l'accessibilité à des produits de qualité sur le marché domestique. A cet égard, il convient d'être particulièrement attentif aux effets boule de neige et à la difficulté de renouer avec la compétitivité une fois les cycles négatifs enclenchés. A cet égard, l'effondrement de la balance commerciale hors vins, spiritueux et céréales ces dernières années sonne comme un signal d'alerte pour l'ensemble de la filière.

3.3 SCÉNARIO OPTIMISTE : UNE HAUSSE DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ACTIVITÉ QUI RENFORCE LA COMPÉTITIVITÉ ET BÉNÉFICE AU CONSOMMATEUR FRANÇAIS

3.3.1 INVESTISSEMENT : VERS UNE HAUSSE DE 4,6 À 7,7MDS€ SUR DOUZE ANS

Une hausse de l'activité afin de reconquérir les parts de marché perdues à l'export depuis douze ans impliquerait une capacité d'investissement supplémentaire située entre 4,6Mds€ et 7,7Mds€, bénéficiant indirectement aux consommateurs français. Ces investissements pourraient avoir comme effet des gains de productivité, des hausses de capacité de production ou encore une accélération de la transition environnementale, bénéficiant en ricochet au consommateur français *via* la baisse des prix, l'amélioration de la qualité ou la réduction des externalités négatives. Asterès n'a pas été en mesure d'estimer ces effets. En ordre de grandeur, notons que le Gouvernement a annoncé en mars 2023 la création d'un fonds d'investissement dédié à l'industrie agroalimentaire, doté de 500M€ de fonds-propres¹, et que le plan France 2030 prévoit 2,3Mds€ pour investir « dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la troisième révolution agricole et alimentaire »². La hausse des investissements suite à la hausse de l'activité à l'export équivaut donc à un fonds d'investissement par an, ou à plusieurs plans France 2030 sur la révolution agricole et alimentaire. Les calculs d'Asterès distinguent le levier des capitaux propres – dettes, et le levier des bénéfices :

- La hausse des capitaux propres et de la dette équivaudrait à un investissement supplémentaire de 4,6Mds€ sur douze ans. Les capitaux propres et la dette sont pluriannuels, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent être investis qu'une fois et le montant constitue donc un investissement *one shot* étalé sur douze ans.
- Si la hausse des bénéfices était allouée à l'investissement, cela équivaudrait à 3,2Mds€ supplémentaires sur douze ans. La hausse de l'activité exportée implique une hausse des bénéfices annuels de 270M€, qui peuvent ou non être alloués à l'investissement. Il est difficile d'estimer la part qui y serait allouée.

3.3.2 RESTE DE L'ÉCONOMIE : UN SURPLUS DE DEMANDE DE 5,1MDS€ PAR AN

La hausse de l'activité à l'export entraîne le reste de l'économie française *via* un surplus de demande de 5,1Mds€ chaque année, qui a ensuite un effet positif sur l'activité, l'emploi et la

¹ <https://www.economie.gouv.fr/plan-soutien-industrie-agroalimentaire#>

² <https://agriculture.gouv.fr/france-2030-presentation-de-lobjectif-6-investir-dans-une-alimentation-saine-durable-et-tracable>

fiscalité via de nombreux secteurs. Ce surplus est divisé entre la demande des entreprises exportatrices à leurs fournisseurs et la hausse de salaires dans les entreprises exportatrices. Ainsi, la production supplémentaire de 13Mds€ crée un effet demande de 4,6Mds€ auprès des fournisseurs, la hausse de l'investissement crée un effet demande d'environ 360M€, et la masse salariale supplémentaire de 330M€ crée un surplus de consommation de presque 220M€. Puisque ce sont les exports qui tirent la production, Asterès considère qu'il n'y a pas d'effet de substitution sur d'autres postes de consommation ou d'autres marchés en France.

3.3.3 EFFET D'ENTRAÎNEMENT : UNE EMPREINTE TOTALE DE 75 000 EMPLOIS EN FRANCE

L'empreinte économique totale d'une hausse ou d'une restauration de la production, selon les secteurs, pour reconquérir les parts de marché perdues à l'export est estimée par Asterès à 24Mds€ d'activité, 9Mds€ de valeur ajoutée, plus de 75 000 emplois et 3,5Mds€ de recettes publiques par an. Cette empreinte se divise entre l'effet direct, hausse de la production dans la filière, et les effets d'entraînement, engendrés par le surplus de demande.

- Une hausse de la production de 13,3Mds€ pour reconquérir les parts de marché perdues à l'export équivaut à un effet direct de 4,0Mds€ de valeur ajoutée, 8 000 emplois et environ 1,6Md€ de fiscalité et de cotisations sociales. Asterès estime ces montants à partir des ratios moyens de valeur ajoutée par chiffre d'affaires, de rémunération et de fiscalisation des secteurs agricoles et agroalimentaires en France.
- Les effets indirects, induits et en chaîne du surplus de demande sont estimés par le modèle MIA à 10,6Mds€ d'activité, 66 000 emplois, 4,8Mds€ de valeur ajoutée et 1,9Md€ de fiscalité et cotisations sociales supplémentaires. Ces effets d'entraînement sont répartis entre l'effet indirect, avec 28 000 emplois et 4,0Mds€ d'activité chez les fournisseurs, l'effet induit, avec 1 000 emplois et 170M€ d'activité *via* la consommation des salariés, et l'effet en chaîne, avec 38 000 emplois et 6,5Mds€ d'activité qui font suite aux effets indirects et induits.

3.3.4 PERSPECTIVE : VERS UN EFFET POSITIF À LA FOIS SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX ET DOMESTIQUES

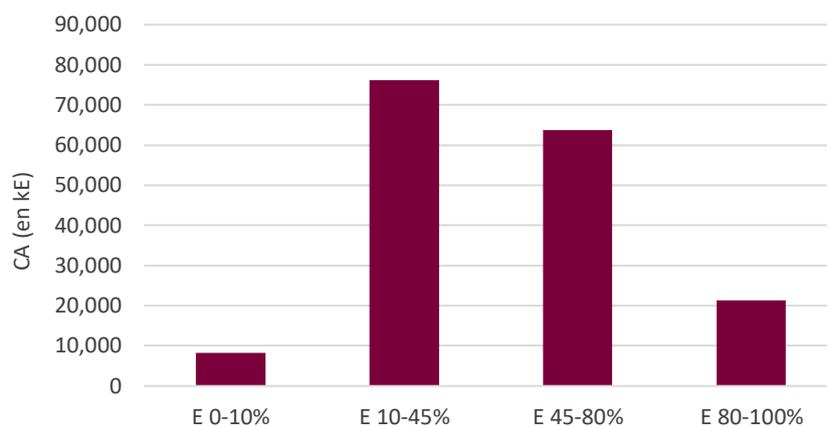
La hausse de la production à l'export peut enclencher un cercle vertueux bénéficiant *in fine* aussi au marché domestique. La présente modélisation avait initialement posé comme hypothèse que la hausse des exports ne se substituait pas aux ventes en France, l'export étant alors un débouché complémentaire pour les marchés en difficulté en France ou pour les filières ayant une capacité de produire plus. Pour autant, une fois analysé l'ensemble des effets d'entraînement, il apparaît que la hausse de l'investissement et les économies d'échelle constituent un facteur de compétitivité ayant un impact à la fois sur le marché domestique et international. Ainsi, des entreprises qui exportent plus se retrouvent en capacité à réduire aussi leurs prix sur le marché domestique et donc à y regagner des parts de marché. *In fine*, le consommateur français a accès aux produits en question à meilleur prix et la balance commerciale bénéficie d'un double dividende (hausse des exports et baisse des imports). Ce cercle vertueux s'enclenche à deux conditions : que la production puisse augmenter en volume et que la compétitivité soit suffisante pour regagner les parts de marché perdues à l'export.

3.4 CONCLUSION : LES EXPORTATIONS DE LA FILIÈRE CONSTITUENT UN ENJEU MACROÉCONOMIQUE POUR LA FRANCE

Les deux scénarios, pessimiste et optimiste, proposés par Asterès incarnent l'étendue des enjeux qui entourent les exportations de la filière agricole et agroalimentaire française. L'enclenchement de cercles vertueux ou vicieux, avec une variation de l'export qui impacte l'investissement, nerf de la compétitivité, et une variation de l'activité qui influence les économies d'échelle, et donc les prix, aboutit *in fine* à des effets qui se chiffrent en dizaines de milliers d'emplois et en milliards d'euros de valeur ajoutée ou de recettes publiques. La question des exportations agricoles et agroalimentaires revêt ainsi une dimension macroéconomique majeure pour le pays. Surtout, la dépendance à la bonne santé des secteurs vins et spiritueux et céréales crée un risque peu considéré. Faire reposer la balance commerciale sur des conditions météorologiques et une stratégie de valorisation et de hausse de prix pose ainsi des questions de souveraineté. En parallèle, abandonner les objectifs de compétitivité prix sur certaines filières consiste à renoncer à proposer aux consommateurs, français ou étrangers, des produits de qualité à un prix accessible. En ayant à l'esprit ces différentes dimensions, il conviendrait pour pousser plus avant cette étude de spécifier l'analyse par secteur, d'intégrer les interactions entre compétitivité, exportations et importations, ou encore d'identifier les leviers pour augmenter la production ou en stopper la baisse.

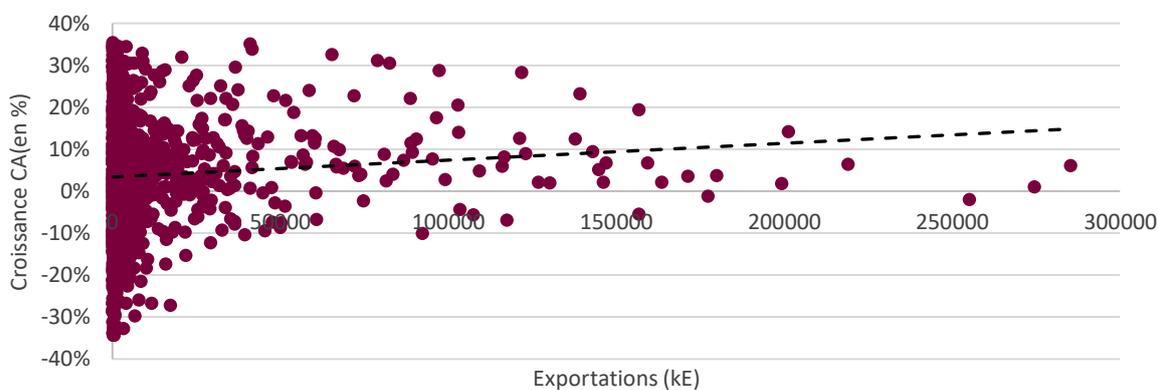
ANNEXES

Figure A1 - Chiffre d'affaires en fonction du % du CA exporté



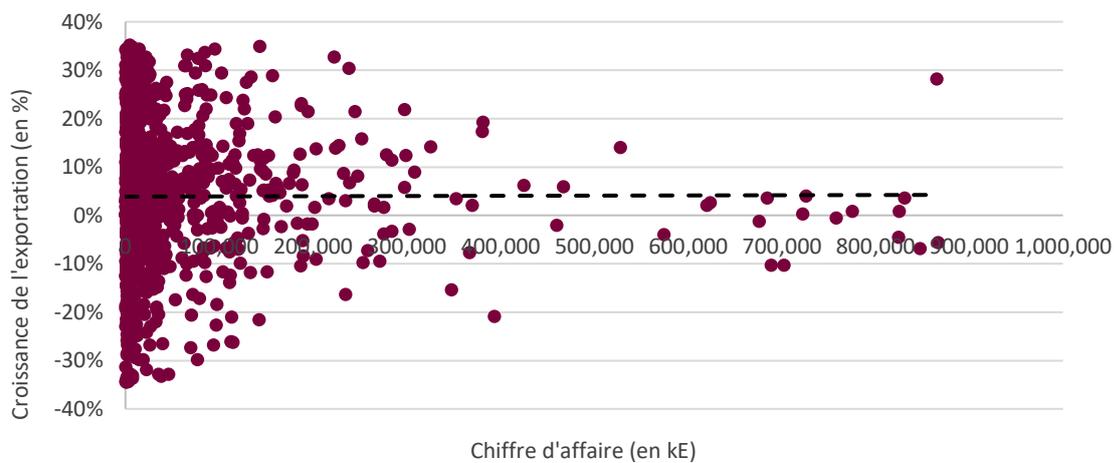
Source : Diane

Figure A2 - Croissance du chiffre d'affaires en fonction du montant des exportations



Source : Diane

Figure A3 - Croissance du montant des exportations en fonction du chiffre d'affaires



Source : Diane

Tableau A1 - Gains d'investissement, de bénéfice et de masse salariale pour une hausse de l'activité et des exports

	Situation actuelle	Si baisse d'activité pour -10% d'exportation	Si baisse d'activité pour -5% d'exportation	Si hausse d'activité pour +5% d'exportation	Si hausse d'activité pour +10% d'exportation	Si hausse d'activité pour récupération des parts de marché (+22% exportations)
Bénéfice (M€)	5 182	- 151 (-3%)	- 75 (-1%)	+ 75 (+1%)	+ 151 (+3%)	+ 367 (+7%)
Dette (M€)	71 619	- 1 298 (-2%)	- 649 (-1%)	+ 649 (+1%)	+ 1 298 (+2%)	+ 3 148 (+4%)
Capitaux propres (M€)	70 368	- 1 298 (-2%)	- 649 (-1%)	+ 649 (+1%)	+ 1 298 (+2%)	+ 3 148 (+4%)
Masse salariale (M€)	14 212	- 190 (-1%)	- 95 (- 1%)	+ 95 (+ 1%)	+ 190 (+1%)	+ 462 (+3%)

Source : Calculs d'Asterès